



**MARDI 19 NOVEMBRE 2019**

« RIEN de ce que produit la civilisation industrielle n'est écologique. »

- ▶ Rapport mondial de développement durable 2019 p.1
- ▶ Boucle d'Or est gravement malade. (Tim Watkins) p.7
- ▶ L'AIE voit l'avenir énergétique fossile (Sylvestre Huet) p.11
- ▶ Méfiez-vous de l'attrait des politiques vertes (Tim Watkins) p.14
- ▶ Les microbes, un facteur clé du changement climatique (Alice Friedemann) p.18
- ▶ Le café atomique et autres documentaires sur la folie nucléaire (Nicolas Casaux) p.20
- ▶ Rejetons-nous violemment à la mer les 3 milliards de migrants ? p.26
- ▶ Jonathan Safran Foer montre notre assiette (Michel Sourrouille) p.28
- ▶ AVENIR INCERTAIN ??? (Patrick Reymond) p.31
- ▶ Les conflits politiques et sociaux s'accroissent : Voici pourquoi (Charles Hugh Smith) p.32

### SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Préparez-vous à l'impact ! L'économie américaine est en baisse, et elle est en chute libre... (Michael Snyder) p.34
- ▶ Petites nouvelles de la finance: elle va encore bien ...mais (Bruno Bertez) p.37
- ▶ « De Ben Ali à Macron. » (Charles Sannat) p.40
- ▶ La cible d'inflation débat à côté de la plaque (François Leclerc) p.46
- ▶ Plus de 150 millions d'enfants travaillent dans le monde (Richard Hault) p.46
- ▶ Le vrai scandale des banques centrales (Bruno Bertez) p.49
- ▶ La fin d'année boursière sera difficile (2/2) (Jim Rickards) p.50
- ▶ Les riches ne sont pas tous des pourris (Bill Bonner) p.53

<> <> <> <> (0) <> <> <> <>

## Rapport mondial de développement durable 2019 rédigé par le Groupe de scientifiques indépendants

[JEAN-PIERRE : une descriptions assez juste des problèmes que nous allons frapper bientôt, mais des solutions idiotologiques totalement fantasmées.]

Document d'information sur la transformation économique, au chapitre :  
Transformation : L'économie

Le 14 août 2018

Paavo Järvensivu (1\*,2\*), Tero Toivanen (1,3\*), Tere Vadén (1), Ville Lähde (1), Antti Majava (1), Jussi T. Eronen (1,4\*)

\*1 Unité de recherche du BIOS, Helsinki, Finlande

\*2 Université d'Aalto, Sustainability in Business Research, Helsinki, Finlande

\*3 Département d'études politiques et économiques, Université d'Helsinki, Finlande

\*4 Programme de recherche sur les écosystèmes et l'environnement et Institut des sciences de la durabilité d'Helsinki (HELUSUS), Faculté des sciences biologiques et environnementales, Université d'Helsinki, Finlande



*Image ajoutée par Jean-Pierre*

## LA GOUVERNANCE DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE

Nous vivons à une époque de bouleversements et de profonds changements dans les fondements énergétiques et matériels des économies. L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin (Murphy 2014, Lambert et al. 2014, Hall et al. 2014, Hall et al. 2009, Hirsch et al. 2005). Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les économies se tournent vers des sources d'énergie moins efficaces sur le plan énergétique, de sorte que la production d'énergie utilisable (exergie) exigera davantage, et non moins, d'efforts de la part des sociétés pour alimenter les activités humaines tant de base que non fondamentales. Les coûts des puits augmentent également ; les économies ont épuisé la capacité des écosystèmes planétaires à gérer les déchets générés par l'utilisation de l'énergie et des matériaux. Le changement climatique est le coût du puits le plus prononcé.

Que se passera-t-il dans les années et décennies à venir, lorsque nous entrerons dans l'ère de la transition énergétique, combinée à des réductions d'émissions, et que nous commencerons à être témoins des effets plus graves du changement climatique ? Voilà la grande question. De quel type de compréhension économique et de modèles de gouvernance avons-nous besoin, maintenant que les économies subissent des changements spectaculaires plutôt que progressifs ? Alors que les économistes mettent généralement l'accent sur la tarification du carbone en tant qu'outil politique pour lutter contre le changement climatique, les scientifiques et les groupes multidisciplinaires de recherche environnementale plaident pour un engagement politique plus profond et une gouvernance proactive de la transition économique (Chapin et al. 2011, Steffen et al. 2018) - un peu comme un Plan Marshall mondial (Aronoff 2017, Gore 1992). Cette différence de perspective s'explique en partie par les progrès relativement récents de la recherche environnementale, qui ont révélé un déclin plus rapide que prévu des écosystèmes naturels et tiennent compte de toute la gamme des pressions anthropiques, et

pas seulement des émissions climatiques (Barnosky et al. 2014).

## **Une nouvelle pensée économique pour les années turbulentes à venir**

Des décennies de travaux universitaires en économie écologique ont été consacrées à l'intégration des stocks énergétiques et matériels, des flux et des frontières dans la pensée économique (van den Bergh 2001, Røpke 2005). Bien que certains progrès puissent être observés sur le plan économique théorique, les modèles économiques qui éclairent la prise de décision politique dans les pays riches ignorent presque complètement les dimensions énergétiques et matérielles de l'économie (Hall et Klitgaard 2011).

Comme l'ont montré Hall et Klitgaard (2011), les théories, approches et modèles économiques dominants d'aujourd'hui ont été élaborés à l'époque de l'abondance énergétique et matérielle. Ces théories n'ont été remises en question que temporairement par les crises pétrolières des années 1970 et 1990 ; aucun changement théorique ou politique important n'a été apporté. Ainsi, les théories économiques dominantes ainsi que la modélisation économique liée aux politiques reposent sur le présupposé d'une croissance énergétique et matérielle continue. Les théories et les modèles ne prévoient que des changements progressifs dans l'ordre économique existant. Elles sont donc inadéquates pour expliquer la tourmente actuelle.

En plus des changements climatiques rapides, de la perte de biodiversité et d'autres risques environnementaux, les sociétés connaissent une augmentation des inégalités, du chômage, une croissance économique lente, des niveaux d'endettement croissants et des gouvernements sans outils pratiques pour gérer leur économie. Les banques centrales des États-Unis et de la zone euro ont eu recours à des mesures non conventionnelles telles que des taux d'intérêt négatifs et le rachat d'importants montants de dette publique. Cela a atténué certaines pressions économiques, mais de nombreux commentateurs s'inquiètent de ce qui peut être fait une fois que ces mesures extraordinaires seront épuisées et que la prochaine crise économique frappera (Stein 2018).

On peut dire sans risque de se tromper qu'aucun modèle économique largement applicable n'a été développé spécifiquement pour l'ère à venir. Nous soulignons ici les principes sous-utilisés de la pensée économique théorique existante qui peuvent aider les gouvernements à canaliser les économies vers des activités qui allègent radicalement le fardeau des écosystèmes naturels tout en assurant une plus grande égalité des chances pour une bonne vie humaine. Nous nous concentrons sur la période de transition, les prochaines décennies.

### **Que faut-il faire - en termes sociaux et matériels ?**

Jetons d'abord un coup d'œil sur ce que les économies doivent accomplir, en termes concrets. Ils doivent transformer les modes de production et de consommation de l'énergie, des transports, des aliments et du logement (O'Neill et al. 2018). Le résultat devrait être une production et une consommation qui offrent des opportunités décentes pour une vie décente tout en réduisant considérablement le fardeau sur les écosystèmes naturels. En termes de gaz à effet de serre, les émissions nettes mondiales devraient être nulles autour de 2050 - en Europe et aux États-Unis autour de 2040. (Rockström et al. 2017)

Énergie. Actuellement, environ 80 % de l'approvisionnement mondial net en énergie primaire provient des combustibles fossiles - pétrole, gaz naturel et charbon (AIE 2017). Les combustibles fossiles de bonne qualité et facilement disponibles ont alimenté l'industrialisation des pays du monde entier. Aujourd'hui, c'est toute l'infrastructure énergétique qui doit être transformée. Le retour sur investissement énergétique (RCI) diminue dans tous les domaines - les huiles non conventionnelles, le nucléaire et les énergies renouvelables produisent moins d'énergie que les huiles conventionnelles, dont la production a atteint un sommet - et les sociétés doivent abandonner les combustibles fossiles en raison de leur impact sur le climat. Étant donné que les énergies renouvelables ont un EROI plus faible et des exigences techniques différentes, comme la nécessité de construire des installations de stockage d'énergie, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de répondre aux besoins énergétiques actuels ou croissants au cours des prochaines décennies avec des solutions à faible émission de carbone. Il y a donc une pression considérable en faveur d'une réduction de la consommation totale d'énergie.

Le développement de la production d'énergie devra également être étroitement lié au développement des systèmes et pratiques de consommation d'énergie, par exemple l'électrification et le partage des véhicules de transport. (Murphy 2014, Lambert et al. 2014, Hall et al. 2014, Hall et al. 2009)

Transport. Dans les villes, la marche et le vélo devraient être privilégiés et les transports publics ou semi-publics restants dans et entre les villes devraient être largement électrifiés. Cela nécessitera des changements dans l'urbanisme (par exemple, comment les maisons et les lieux de travail sont reliés entre eux et comment le vélo est pratique), dans la production de véhicules, dans les infrastructures de transport comme les chemins de fer, les routes et les stations de recharge, et dans la production et le stockage d'énergie. En raison de la diminution des besoins et de la capacité de transport en commun rapide, le résultat global sera très probablement moins de transport plutôt que plus. En outre, le transport international de marchandises et l'aviation ne peuvent pas continuer à croître au rythme actuel, en raison de la nécessité de réduire les émissions et de l'absence d'alternatives à faible émission de carbone aux technologies actuelles.

Nourriture. Dans les pays en développement, le régime d'exportation d'un choix restreint de produits de base et de matières premières et d'importation de produits alimentaires de base bon marché n'a pas fonctionné pour les communautés locales. Un large éventail de recherches montre que les pays en développement devraient s'attacher à fournir une alimentation diversifiée à leur propre population, ce qui permettrait d'accroître les possibilités de subsistance locales et d'améliorer les conditions socio-matérielles en général. Simultanément, la plupart des pays, riches et en développement, sont confrontés à de grands défis environnementaux dans la production alimentaire. Il sera trop risqué de ne compter à l'avenir que sur le fonctionnement de quelques grandes zones de production alimentaire. (FAO et al. 2015, FAO et al. 2017) Cela aura des répercussions sur le commerce international des denrées alimentaires, également en Europe et aux États-Unis. Les pays qui dépendent actuellement de quantités importantes d'importations alimentaires devront atteindre un degré élevé d'autosuffisance alimentaire, le commerce international des denrées alimentaires redevenant une composante cruciale de la sécurité alimentaire plutôt qu'un marché de produits de base. En ce qui concerne les pratiques de production et de consommation, les produits laitiers et la viande devraient céder la place à une alimentation largement végétale (Poore & Nemecek 2018).

Logement. L'industrie de la construction est actuellement dominée par le béton et l'acier, dont la fabrication et les autres processus du cycle de vie sont très énergivores et produisent des émissions climatiques et d'autres types de déchets importants (ECORYS 2014). Les bâtiments en bois durables, au contraire, peuvent permettre le stockage du carbone (Pingoud et al. 2003, Soimakallio et al. 2016, Gustavsson et al. 2017). Un virage important vers l'utilisation du bois dans la construction nécessiterait des changements dans l'ensemble du réseau de production, à commencer par la foresterie, où les utilisations de la construction concurrencent par exemple les utilisations du papier et de l'énergie. En plus de la fabrication, le refroidissement et le chauffage sont les facteurs les plus importants des émissions sur la durée de vie d'un logement. En ce qui concerne les transports et l'alimentation, le niveau des émissions causées par le refroidissement et le chauffage est étroitement lié au mode de production d'énergie, d'une part, et aux pratiques de logement - par exemple, le niveau et les moyens de commodité - d'autre part (Shove 2003).

***Une transition économique rapide exige une gouvernance proactive - les marchés ne peuvent pas accomplir cette tâche.***

Il ressort clairement de ces exemples qu'une gouvernance politique forte est nécessaire pour réaliser les transitions clés. Une action fondée sur le marché ne suffira pas, même avec un prix du carbone élevé. Il doit y avoir une vision globale et des plans étroitement coordonnés. Autrement, une transformation rapide au niveau du système vers des objectifs mondiaux de durabilité est inconcevable. Mazzucato (2013, 2018) a examiné ce sujet du point de vue de la politique d'innovation et soutient que, historiquement, les innovations majeures au niveau du système, comme le programme américain Apollo, ont exigé que l'État fixe la mission, coordonne et finance la plupart des activités de recherche et développement connexes. Selon ses recherches, la réalisation de la transition au niveau du système a exigé et exigera une innovation proactive axée sur la mission - il ne suffira

pas que l'État corrige les "défaillances du marché" de manière réactive. Bien sûr, l'innovation seule ne suffit pas, et nous reviendrons sur la question de la limitation de l'utilisation des ressources et de l'organisation des emplois ci-dessous.

L'opposition typique à la nécessité d'une transition rapide et coordonnée dans la plupart des pays occidentaux commence par l'idée influente que ce n'est que sous un régime d'"intervention" gouvernementale limitée que le marché peut maintenir son efficacité. Ainsi, si l'État donne la priorité à une technologie plutôt qu'à l'autre, il donnera très probablement la priorité à la mauvaise. Si l'État emploie des personnes pour construire de nouvelles infrastructures, il évincera l'entreprise privée. De ce point de vue, de nombreux économistes se sont contentés d'une tarification du carbone comme étant la politique la moins interventionniste et la plus efficace économiquement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (Jenkins 2014). La tarification du carbone peut se faire au moyen de taxes sur le carbone ou de plafonds d'émissions et d'échanges de droits d'émission ("cap-and-trade"). Un prix du carbone est une "redevance pigouvienne" (Pigou 2017[1932]) destinée à corriger des externalités de marché non souhaitées et non tarifées.

L'un des principaux problèmes de la tarification du carbone est que les États, les fédérations ou les syndicats ne l'ont pas mise en œuvre à un niveau suffisamment élevé, craignant des fuites industrielles vers des pays moins réglementés sur le plan environnemental. C'est pourquoi de nombreux économistes et politiciens espèrent une tarification mondiale du carbone. Mais si nous revenons aux quatre exemples ci-dessus, à savoir l'énergie, les transports, l'alimentation et le logement, nous constatons qu'il est très peu probable que même une tarification mondiale du carbone puisse orienter l'activité économique dans la bonne direction - au moins avec suffisamment de rapidité et de largeur. En tant qu'outil politique, la tarification du carbone n'a pas l'élément crucial de coordination d'un ensemble diversifié d'acteurs économiques vers un objectif commun. Les acteurs individuels seraient incités à réduire les émissions de carbone, mais ils seraient toujours en concurrence par le biais de leur propre logique commerciale ; il n'y aurait rien pour garantir qu'une logique commerciale unique soutienne la transition vers la durabilité sur un plan systémique. De plus, il a été extrêmement difficile ces dernières années de régler presque tout ce qui a un impact aussi important au niveau international.

Une autre idée influente qui s'oppose à une transition guidée par l'État vers la durabilité est l'objectif d'un budget d'État équilibré, qui est considéré comme essentiel même à relativement court terme. Cela signifie, d'une part, que les États doivent éviter de dépenser pour éviter les déficits budgétaires et, d'autre part, qu'ils doivent éviter les réglementations qui affectent négativement les entreprises privées existantes et donc les recettes fiscales. Ainsi, les États n'ont pas voulu investir dans la transformation de la durabilité ou limiter l'activité économique à forte intensité de ressources.

Les deux arguments a priori contre une gouvernance étatique forte présentés ci-dessus dépendent d'un type particulier de théorie économique, à savoir l'école néoclassique. Si nous passons à une autre perspective théorique, en regardant l'économie d'un autre point de vue, ces arguments perdent de leur effet. Le mouvement théorique est analogue au passage d'une focalisation sur la cognition individuelle à des dimensions sociales ou structurelles du comportement humain, où nous commençons à voir que les désirs individuels, par exemple, ne sont pas simplement individuels mais sont produits ou conditionnés par un ensemble de dimensions extra-individuelles. Ce type de changement théorique est une procédure normale pour tout étudiant en sciences sociales ou humaines.

## **Théorie économique à l'appui de la gouvernance de la transition**

Alors que l'école néoclassique de théorie économique part d'un ensemble d'axiomes théoriques décrivant la réalité en termes de fonctions mathématiques simplifiées conduisant à l'équilibre et supposées tenir dans toute situation historique, l'école post-keynésienne (Hein et Stockhammer 2011, Lavoie 2009) construit ses théories sur les institutions économiques existantes. L'analyse post-keynésienne est de nature historique ; les marchés n'existeraient pas et n'existent pas sans réglementation politique. Par conséquent, l'approche post-keynésienne n'est pas a priori prudente quant au rôle de l'État sur le marché. Elle ne suppose pas que les marchés recherchent

toujours l'équilibre, mais soutient plutôt que les économies capitalistes ont tendance à générer des bulles boursières et d'autres crises. Les marchés n'aboutissent pas seuls à des résultats socialement et écologiquement souhaitables, mais nécessitent une orientation politique active.

De nombreux post-keynésiens, travaillant dans le cadre de la théorie monétaire moderne, soulignent le rôle économique des États ou unions d'États avec leurs propres monnaies et banques centrales (Wray 2015, Mitchell 2015, Lavoie 2013). L'une des revendications centrales de ces chercheurs est que les États ne peuvent jamais manquer de leur propre monnaie. Contrairement aux ressources naturelles, sociales et technologiques, les monnaies souveraines ne sont pas un facteur limitant dans l'action collective comme le passage à la durabilité. C'est le cas depuis l'abandon de l'étalon-or et l'adoption de la monnaie fiduciaire dans les années 1970. L'État peut toujours dépenser et investir dans sa propre monnaie. De plus, il n'est pas tenu de conserver des emplois ou des industries en particulier au nom des recettes fiscales. En d'autres termes, de ce point de vue, l'action collective, organisée au moins en partie par l'État, devrait être guidée non pas par la nécessité d'obtenir des fonds publics, mais sur la base d'objectifs sociaux et de conditions matérielles limites.

En tant qu'outil politique pratique, les post-keynésiens ont suggéré une soi-disant garantie d'emploi (Cook et al. 2008, Murray et Forstater 2017, Tcherneva 2018), qui garantirait que toutes les personnes capables et désireuses de travailler puissent obtenir un emploi permanent, financé et géré localement. Les emplois les plus appropriés pour le programme seraient ceux que presque tout le monde peut occuper avec une formation limitée. Les emplois pourraient être modélisés pour servir la transition vers la durabilité et pour renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique : par exemple, l'installation de solutions énergétiques décentralisées et la préparation aux inondations. En plus de déclencher la transition, la garantie d'emploi garantirait le plein emploi. Cela réduirait l'insécurité et la nécessité de se disputer les emplois destructeurs de l'environnement au niveau individuel et collectif.

L'approche post-keynésienne remet en question l'orthodoxie économique et soutient les transitions durables dans le contexte économique et politique actuel des pays occidentaux et d'autres pays du même ordre. L'évolution de la situation en Chine nous rappelle que des théories économiques autres que néoclassiques sont déjà efficaces dans le monde. En Chine, les transitions économiques n'ont pas été freinées par l'idée d'une intervention minimale de l'État ou d'un budget équilibré. Toutefois, les transitions passées n'ont pas été écologiquement durables à bien des égards. Au-delà de la théorie post-keynésienne, il peut y avoir une variété de théories économiques qui soutiennent des transitions rapides et bénéfiques sur le plan matériel et écologique. La condition théorique clé est qu'elles doivent permettre à la politique de reconnaître les objectifs sociaux transformationnels et les limites matérielles de l'activité économique.

## **Le nouvel ordre géopolitique pendant et après la gouvernance de transition**

Ensemble, que signifiaient ces mesures politiques pour l'économie et la géopolitique mondiales ? Bien sûr, comme c'est toujours le cas dans les transformations sociétales à grande échelle, il est difficile de prédire le résultat global lorsqu'il y a de multiples variables, mais généralement la direction serait vers " un monde keynésien avec des frontières planétaires " : des économies et des sociétés uniques et autonomes qui participent au commerce international réglementé pour des raisons spécifiques, comme la sécurité alimentaire, plutôt que pour le libre-échange comme principe. Les individus, les organisations et les nations aborderaient l'économie comme un outil permettant de mener une bonne vie plutôt que comme une fin en soi. L'activité économique gagnera du sens non pas en réalisant la croissance économique, mais en reconstruisant l'infrastructure et les pratiques vers un monde post-combustible fossile avec un fardeau radicalement moindre sur les écosystèmes naturels. Dans les pays riches, les citoyens auraient moins de pouvoir d'achat qu'aujourd'hui, mais ils seraient répartis plus équitablement. Les citoyens de tous les pays auraient accès à des emplois intéressants et ils pourraient avoir confiance qu'un avenir souhaitable se construit au niveau collectif.

L'accent mis sur des objectifs d'amélioration de la qualité de vie et de réduction des émissions plutôt que sur des objectifs économiques abstraits caractériserait également les relations entre pays en développement et pays

développés ; l'activité économique entre eux consisterait en un apprentissage bidirectionnel afin de construire de nouvelles infrastructures et pratiques localement appropriées à chaque extrémité. Ce type de gouvernance économique volontariste, dirigée par l'État et orientée vers une production et une consommation autosuffisantes et à faibles émissions, va à l'encontre de l'ordre politique mondial actuellement dominant, qui a été organisé autour du libre-échange international. Les principales institutions internationales, telles que le Fonds monétaire international, qui est connu pour ses politiques de privatisation et d'industrialisation tirée par les exportations, devront être reconfigurées en conséquence.

Le changement climatique et d'autres changements environnementaux menacent les moyens d'existence dans le monde entier et donnent ainsi lieu à des migrations massives. Il est dans l'intérêt de tous les pays de maintenir les opportunités locales pour une bonne vie. Parce que différents pays et régions ont des dépendances et des objectifs différents, il n'existe pas de solution sociotechnique qui convienne à tous. Une contrainte particulièrement importante pour les pays riches est que les réductions spectaculaires des émissions aux niveaux de consommation élevés actuels sont très difficiles, voire impossibles. Certains pays en développement, en revanche, peuvent améliorer sensiblement le bien-être de leur population en investissant dans des solutions à faible émission de carbone. Ces pays en développement n'ont pas besoin de commencer par démanteler l'infrastructure à combustibles fossiles qui, depuis des décennies, offre aux pays riches toute une gamme de possibilités de production et de consommation à faible coût. Le déplacement des zones climatiques vers les pôles Nord et Sud de la Terre est un autre impératif d'apprentissage : par exemple, les producteurs alimentaires d'Europe du Nord ont beaucoup à apprendre de leurs collègues du Sud.

Compte tenu des difficultés rencontrées aujourd'hui dans la mise en œuvre d'accords internationaux significatifs, l'option la plus probable pour amorcer la transition vers la durabilité serait qu'un groupe d'États progressistes prenne l'initiative. Cela nécessiterait une réflexion économique permettant la mise en place de grands programmes d'investissements publics, d'une part, et d'une réglementation et de plafonds environnementaux solides, d'autre part. Dans l'économie mondiale moderne, les États sont les seuls acteurs qui ont la légitimité et la capacité de financer et d'organiser des transitions à grande échelle.

## REMERCIEMENTS

Cette recherche a été financée par la Fondation Kone et le Conseil de recherche stratégique de l'Académie de Finlande (312623 / 312663).

## **Boucle d'Or est gravement malade.**

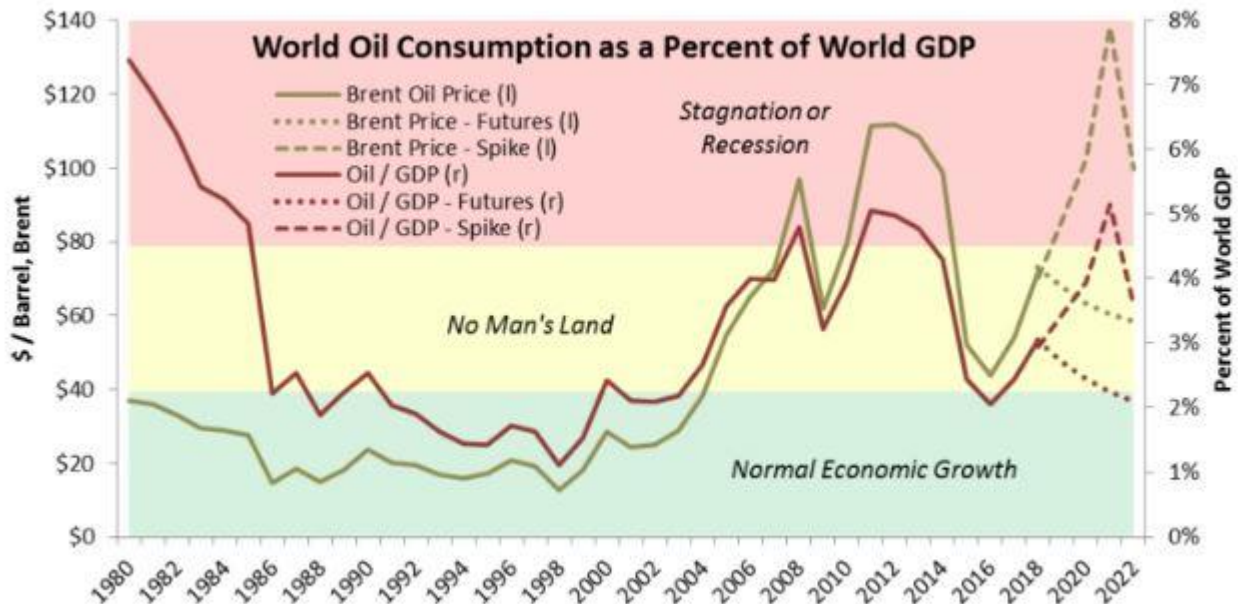
Tim Watkins 2019



Le monde a depuis longtemps dépassé la fourchette de prix de Boucle d'or, dans laquelle les prix mondiaux du

pétrole sont suffisamment élevés pour maintenir la croissance de la production, mais suffisamment bas pour permettre à l'économie au sens large de continuer à croître. L'endroit exact où cette bande de boucles d'or se termine n'est qu'une conjecture, bien qu'il soit peu probable qu'elle soit supérieure à 40 \$ le baril, et qu'elle puisse être aussi basse que 35 \$. C'est évidemment une mauvaise nouvelle pour une économie mondiale qui a dû composer avec des prix oscillant entre 60 \$ et 80 \$ le baril au cours des deux dernières années.

Je suis d'accord avec les Princeton Energy Advisors pour dire que la fourchette actuelle des prix du pétrole est une sorte de no man's land qui ne profite ni aux producteurs ni aux consommateurs :



Malgré les tentatives de l'OPEP et de la Russie d'augmenter les prix en réduisant la production, les compagnies pétrolières ont pris un coup sur leur résultat net. Par exemple, le mois dernier, Shell et BP ont toutes deux fait état d'une baisse de leurs bénéfices. Comme Jillian Ambrose du Guardian l'a rapporté :

*"Royal Dutch Shell a annoncé une chute de 15% de ses bénéfices pour le dernier trimestre, alors que les prix du pétrole sont à la baisse et que l'économie mondiale est plus faible.*

*"La société a réalisé 4,8 milliards de dollars US (3,7 milliards de livres sterling) au cours des trois derniers mois, contre 5,6 milliards de dollars US pour la même période de l'année dernière, et a averti qu'elle pourrait manquer ses objectifs de réduction de la dette et de remboursement des actionnaires.*

*"Plus tôt cette semaine, BP a annoncé une forte baisse de ses bénéfices pour la même période, qui sont passés de 3,8 milliards de dollars un an plus tôt à 2,3 milliards de dollars.*

*"Les analystes s'attendent à ce que les bénéfices des sociétés pétrolières soient plus faibles dans l'ensemble de l'industrie après que les prix mondiaux sont tombés à une moyenne de 62 \$ le baril au dernier trimestre, contre plus de 75 \$ le baril il y a un an, en raison des inquiétudes liées à la morosité de l'économie mondiale".*

Il est peu probable que cela ait une incidence sur la production actuelle, mais cela portera un coup supplémentaire à d'autres projets d'exploration et à de nouveaux projets de récupération, dont la plupart sont soit trop petits, soit trop coûteux pour être rentables sans une hausse significative des prix du pétrole.

Jusqu'à récemment, le pétrole de schiste des États-Unis a comblé l'écart entre la production de pétrole classique

et la demande mondiale. Moins évident cependant, le "miracle du schiste américain" est le fruit des programmes d'assouplissement quantitatif des banques centrales qui ont laissé des quantités massives de devises à la recherche désespérée de rendements souvent négatifs (corrigés de l'inflation) dans les actifs traditionnels sûrs. En conséquence, les obligations à haut risque ont attiré des investisseurs malgré le manque de liquidités des entreprises concernées pour rembourser leur dette existante. Avec peu de signes d'une hausse des prix du pétrole ou d'une énorme percée technologique qui pourrait réduire de moitié le coût de la fracturation, le soutien continu de l'industrie s'amenuise. Comme le rapporte Liz Hampton de Reuters :

*"Les investisseurs s'attendent à des résultats plus faibles de la part des acteurs américains du marché du shale dans les prochains jours, alors que la baisse des prix du pétrole et du gaz naturel et les mesures de réduction des coûts ont pesé sur les activités du troisième trimestre.... Les gens ignorent maintenant les noms des schistes et ils en sont presque dégoûtés ", a déclaré Rohan Murphy, analyste chez Allianz Global Investors à Londres, ajoutant qu'il était " presque trop tard " pour faire preuve de discipline en matière de capital.*

La pensée actuelle est qu'il faudra annuler une dette dans les schistes ; avec les grandes entreprises mondiales qui prennent le contrôle des actifs (à un prix dérisoire) pour tenter de réaliser un profit dans une entreprise qui n'a jusqu'à présent réussi qu'à accumuler des dettes massives.

L'une des raisons pour lesquelles le pétrole de schiste n'a pas réussi à faire des profits se trouve de l'autre côté de la bande de Boucle d'Or. Les consommateurs n'ont tout simplement pas les moyens de payer les prix requis par l'industrie pour la rendre viable. Cela a été masqué pendant la majeure partie de la décennie par l'augmentation de la demande dans les économies asiatiques, en particulier en Chine et en Inde où un certain degré de croissance a pu être maintenu parce que les faibles coûts salariaux ont annulé l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Même cette croissance est aujourd'hui au point mort, les consommateurs occidentaux ayant réduit leur demande de biens de consommation fabriqués en Asie.

Les indicateurs réels de récession clignotent maintenant en rouge alors que la demande est en baisse dans le monde entier. Par exemple, le Japon signale une baisse de la demande d'acier, tandis que Caterpillar a signalé une baisse de la demande de machines d'usine. M. Copper - communément considéré comme un précurseur pour l'économie mondiale - a également commencé à se comporter bizarrement, la baisse de la production n'ayant pas réussi à empêcher une chute de la demande. Dans le même temps, le transport ferroviaire et routier américain connaît de graves difficultés en raison de la chute de la demande des consommateurs. Tous les regards seront désormais tournés vers le "vendredi noir", le "cyberlundi" et la période précédant Noël pour voir s'il y a encore de la vie dans l'économie de consommation.

Pour le moment, les économistes, les politiciens, les journalistes et les commerçants s'appuient sur le mythe de la substituabilité et de la technologie pour faire vivre le parti. La théorie est qu'avec la hausse des prix, de nouveaux matériaux, de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes de travail seront trouvés pour permettre à l'économie mondiale de poursuivre sa croissance. C'est ce que croient les négociants en contrats à terme sur le pétrole ; c'est pourquoi les prix du pétrole restent inférieurs à ce que les sociétés de production pétrolière exigent. Comme l'explique Dan Steffens de Oil Price :

*"Le prix actuel du pétrole ne reflète pas à quel point le marché physique est tendu.*

*"Le prix du pétrole que vous voyez chaque jour dans l'actualité économique est fixé par une bande de day-traders. En fait, il est mis en place par un tas de modèles informatiques mis en place par les day-traders. Le gang de Wall Street croit qu'il y a beaucoup de pétrole dans le monde qui peut être et sera produit même si les prix du pétrole restent dans les 50 dollars. Ce " paradigme " est faux, mais cette hypothèse a été étayée par des prévisions de production élevées établies par l'EIA et l'AIE.*

*"Je m'attends à ce que le nombre de gréments actifs continue de chuter. Je suis plus de 50 sociétés*

*pétrolières et gazières en amont cotées en bourse. Ce sont des entités " à but lucratif " qui ne vont pas forer et compléter de nouveaux puits juste pour atteindre le seuil de rentabilité. La plupart d'entre eux se " replient " pour vivre avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ce qui freine la croissance de la production de pétrole aux États-Unis. Le pétrole dans les 50 dollars est un prix insoutenable."*

Le "Wall Street Gang" a raison - en termes géologiques - sur les grandes quantités de pétrole qui se trouvent sous la surface de la Terre. Mais Steffens est plus précis en indiquant le type de prix du pétrole qui serait nécessaire pour encourager les sociétés à commencer à forer pour le trouver. Mais même cette analyse ne tient pas compte des limites que le déclin du secteur de la consommation de l'économie imposera aux prix. Comme l'expliquent les conseillers en énergie de Princeton :

*Les prix du pétrole sont revenus dans le " no man's land " et ne sont plus bon marché. La courbe des prix à terme continue de croire que les prix du pétrole seront limités par la demande dans les années 2020, mais étant donné la dépendance extraordinaire de la croissance de la demande mondiale à l'égard d'une offre permienne toujours croissante, les chances qu'elle se termine mal semblent élevées.*

*"Nous prévoyons maintenant que le cycle économique actuel se terminera en 2021 avec des dépenses pétrolières moyennes de 5,1 % du PIB pour l'année, ce qui représente un prix moyen de 138 \$ le baril sur une base Brent...."*

*"Dans l'ensemble, une reprise des prix du pétrole de broyage semble plus probable, ce qui ramènerait les prix de pointe du pétrole pour ce cycle (qui a commencé au second semestre 2014) au-dessus de 130 dollars le baril, mais probablement pas à 200 dollars le baril si les spiritueux animaux devaient reprendre dans les économies avancées ou si l'approvisionnement mondial en pétrole était sensiblement perturbé".*

En supposant que les banques centrales soient en mesure de maintenir l'économie financière jusqu'en 2021, nous pouvons nous attendre à une catastrophe économique qui fera de 2008 une année difficile lorsque les prix du pétrole dépasseront 130 \$ le baril. Compte tenu de l'agitation politique qui se matérialise déjà dans le monde, il est peu probable qu'une remise à zéro complète du système stabilise la situation (à des niveaux de consommation et de richesse bien inférieurs).

Les temps peuvent sembler durs aujourd'hui, mais dans quelques années, nous pourrions bien les considérer comme une ère de tranquillité bénigne.

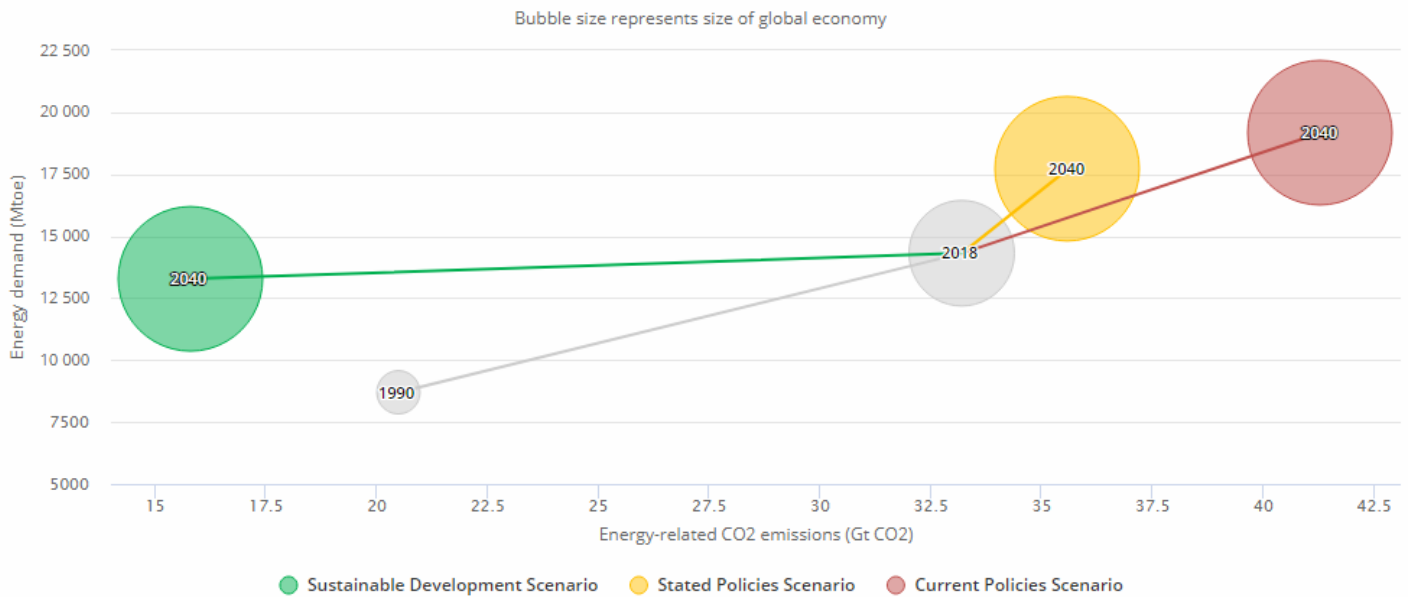
## **L'AIE voit l'avenir énergétique fossile**

**Publié le 14 novembre 2019 par Sylvestre Huet**

L'Agence Internationale de l'Energie vient de publier son analyse annuelle des perspectives énergétiques. Et donc climatiques. [Le World energy outlook 2019](#) confirme que les tendances actuelles mais également les politiques annoncées par les Etats sont en contradiction totale avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris (2015) [dont Donald Trump vient d'annoncer le retrait des Etats-Unis.](#)

Un graphique suffit à résumer l'analyse de l'AIE :

## World primary energy demand and energy-related CO2 emissions by scenario

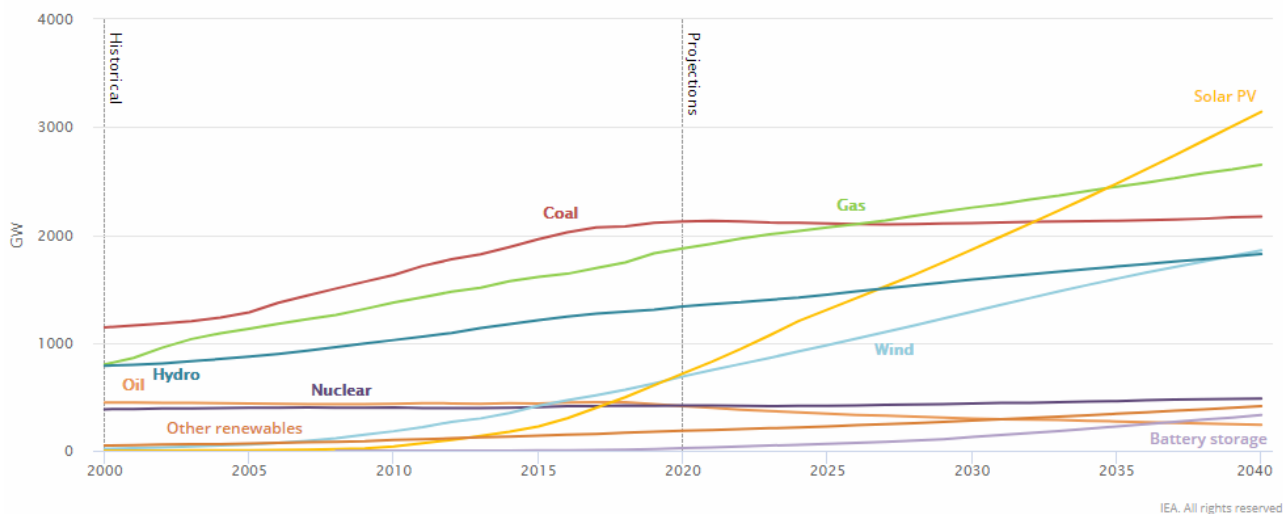


Les trois scénarios de l'AIE présentés en fonction de leurs émissions de CO2 liées à l'énergie.

La division par deux des émissions à l'horizon 2050, une nécessité pour ne pas dépasser les 2°C d'augmentation de la température moyenne de la planète relativement au niveau pré-industriel, suppose une rupture montrée ce graphique. Non seulement avec les tendances actuelles qui conduisent à des émissions de plus de 40 milliards de tonnes de CO2 par an. Mais aussi par rapport aux annonces des gouvernements qui se traduiraient, si elles étaient appliquées, ce qui demeure douteux, par des émissions d'environ 36 milliards de tonnes de CO2 par an. Respecter l'objectif de l'Accord de Paris suppose de diminuer ces émissions aux alentours de 15 milliards de tonnes de CO2 par an à l'horizon 2050.

Le WEO-2019 peut sembler optimiste si l'on y isole les progressions attendues, très rapides, des productions d'électricité renouvelable, solaire et éolienne. Mais ce regard oublie qu'elles ne se substituent que très peu aux productions d'origine fossile (charbon et gaz), tandis que les usages du pétrole pour le transport demeurent prépondérants. L'AIE prévoit que la consommation totale d'énergie va continuer de croître d'ici 2040. Avec des augmentations de productions importantes dans certaines régions, comme le pétrole et le gaz de schiste aux Etats-Unis.

## Installed power generation capacity in the Stated Policies Scenario

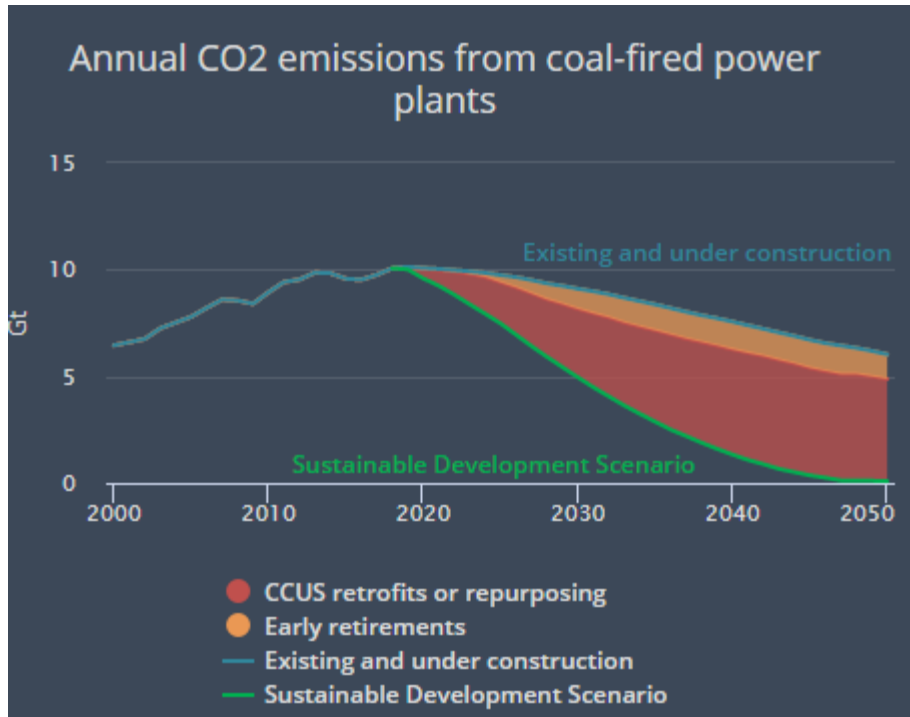


Les centrales électriques actuelles et futures si l'on croit les promesses des gouvernements. Les courbes des

renouvelables sont en hausse rapide, mais dupent le lecteur inattentif. Il s'agit en effet des puissances installées et non des productions attendues. Or, l'intermittence intrinsèque des panneaux solaires et des éoliennes fait que leurs courbes seraient nettement moins à la hausse si le graphique représentait les productions attendues et non les puissances installées.

### Centrales à charbon

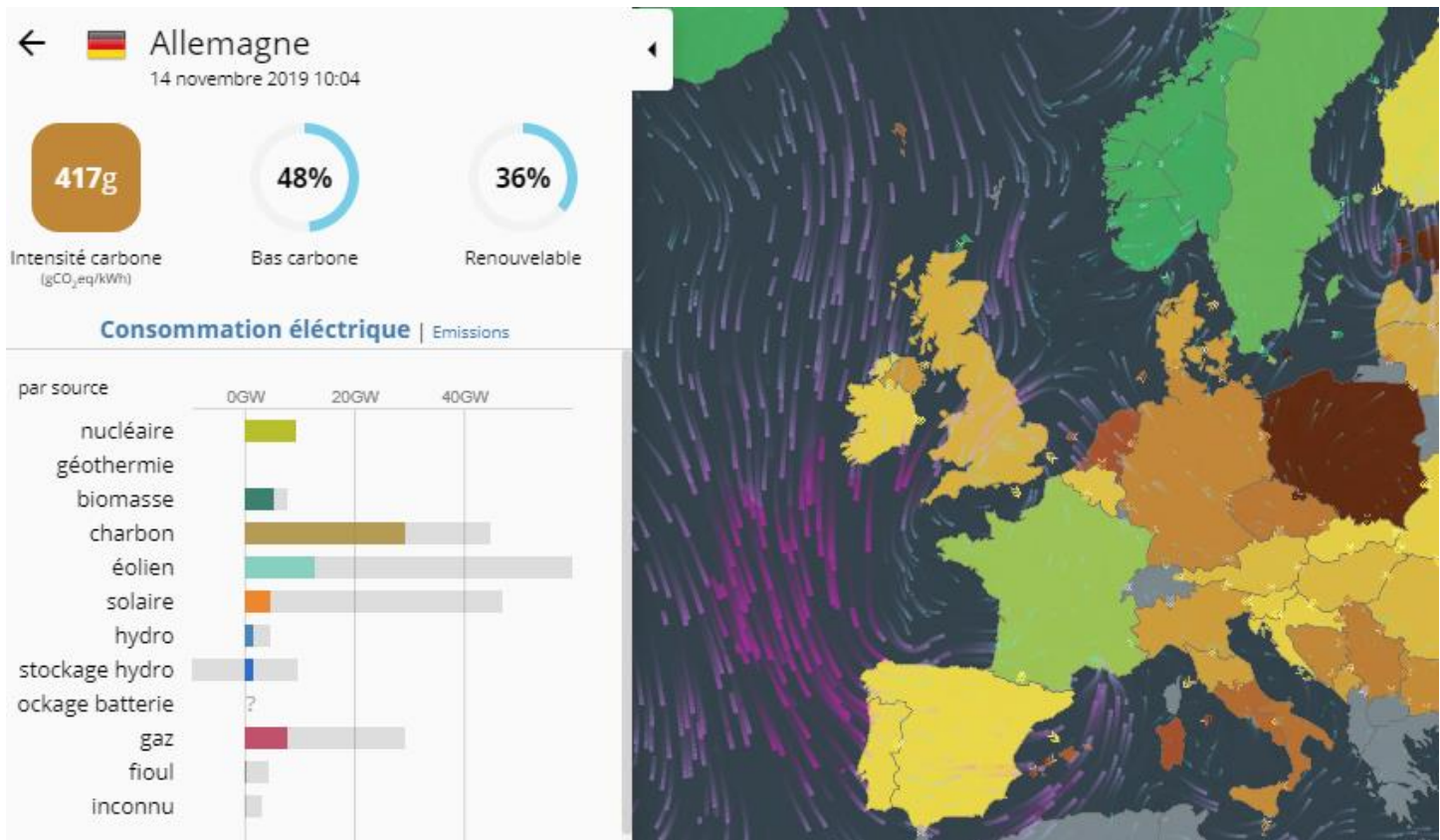
L'une des transformations radicales du système énergétique évoquée par l'AIE comme indispensable à l'atteinte des objectifs climatique ne peut manquer de faire sursauter. Il s'agit en effet de la capture et stockage du CO2 sorti des centrales électriques au charbon. Comme l'AIE ne prévoit pas que ces dernières disparaissent, c'est effectivement la seule solution pour éviter un nouvel envol des émissions. D'où ce graphique :



Pour l'AIE, la seule solution pour éviter au moins 5 milliards de tonnes d'émissions de CO2 par les centrales à charbon en 2050 est leur équipement avec des dispositifs de capture et stockage en sous sol du CO2 émis. Il faut noter que le graphique ne présente que les centrales déjà existantes et celles en construction.

Or, la technologie de capture et stockage en sous-sol du CO2 émis par les centrales à charbon (ou à gaz) demeure chère et n'a aucune chance d'être mise en place sans des politiques vigoureuse de recherche, mais aussi d'imposition par la réglementation ou une taxe élevée sur l'émission de CO2.

Parmi les ruptures nécessaires à la diminution drastique des émissions de CO2, l'usage massif du pétrole pour la motorisation des transports s'impose comme incontournable. Et donc leur électrification. Mais pour que cette électrification s'opère avec efficacité, il est nécessaire que les véhicules, leurs batteries et leurs moteurs soient fabriqués avec une électricité déjà décarbonée, et non seulement leur alimentation future. Or, lorsque Elon Musk annonce le lancement d'un méga-usine en Europe pour fabriquer ses voitures électriques, il choisit... Berlin comme site. Le problème est que, dans les 15 ans à venir, l'électricité allemande sera au moins aussi carbonée qu'elle l'est aujourd'hui avec l'arrêt des dernières centrales nucléaires en 2022. Combien carbonée ? [Le graphique ci-dessous le montre pour ce jour du 14 novembre :](#)



Système électrique allemand le jeudi 14 novembre vers 10h. Plus de la moitié de la production vient des énergies fossiles, et l'intensité carbone, avec 417 grammes par kWh produit est quatre fois plus élevée qu'en France au même moment. En Europe, trois pays, France, Suède et Norvège offre des productions électriques massivement décarbonnées toute l'année, c'est là qu'il faudrait investir en priorité dans les usines de voitures électriques et de leurs batteries et moteurs.

### Rupture de pente

La rupture de pente représentée par les émissions annuelles de 15 milliards de tonnes pour 2040 du scénario vert de l'AIE ne peut donc survenir sans des transformations radicales des systèmes énergétiques, des modes de production, de consommation et d'échange. Mais il serait très imprudent de croire que la technique suffira à attendre ces objectifs très ambitieux. Il faudra aussi diminuer les consommations de matières premières, d'énergie et d'objets manufacturés dans les pays riches. Une transformation économique et culturelles impossibles à réaliser sans toucher à l'organisation sociale et aux valeurs liées à la consommation.

*« Au niveau mondial, les 10 % les plus riches sont responsables de près de la moitié des émissions, et les 1 % les plus riches émettent à eux seuls plus de carbone que la moitié la plus pauvre de la planète. »*

Parmi les transformations de l'organisation sociale, la réduction drastique des inégalités de revenus et patrimoines s'impose comme un axe majeur. L'économiste Thomas Piketty en présente la raison ainsi : *«Pourtant tout indique de plus en plus clairement que la résolution du défi climatique ne pourra se faire sans un puissant mouvement de compression des inégalités sociales, à tous les niveaux. Avec l'ampleur actuelle des inégalités, la marche en avant vers la sobriété énergétique restera un vœu pieux. D'abord parce que les émissions carbone sont fortement concentrées parmi les plus riches. Au niveau mondial, les 10 % les plus riches sont responsables de près de la moitié des émissions, et les 1 % les plus riches émettent à eux seuls plus de carbone que la moitié la plus pauvre de la planète. La réduction drastique du pouvoir d'achat des plus riches aurait donc en tant que telle un impact substantiel sur la réduction des émissions au niveau mondial. Par ailleurs, on voit mal comment les classes moyennes et populaires des pays riches comme des pays émergents accepteraient de changer leur mode de vie (ce qui est pourtant indispensable) si on ne leur apporte pas la preuve que les plus aisés sont mis à contribution.»*

*La séquence politique observée en France en 2017-2019, étrangement absente de la campagne, apporte une illustration dramatique et emblématique de ce besoin de justice.»*



## **Méfiez-vous de l'attrait des politiques vertes**

Tim Watkins 18 novembre 2019

Au premier abord, la politique verte est la voie à suivre. Avec l'évidence d'un changement climatique qui s'amplifie autour de nous - feux de brousse en Australie et en Californie, inondations à Venise et dans le Yorkshire, etc. - et à la suite des manifestations de la rébellion de l'Extinction, l'environnement suscite de plus en plus d'inquiétudes. Comme Benjamin Kentish au Independent Reports :

*"Les électeurs sont plus préoccupés par l'environnement à l'approche de cette élection qu'à tout autre moment dans le passé, selon un sondage, le classant au-dessus de l'économie, de l'éducation et de l'immigration..."*

*"Lorsqu'on leur demande d'énumérer les principaux problèmes auxquels la Grande-Bretagne est confrontée, plus d'un électeur sur cinq (21 %) mentionne l'environnement et la pollution à l'improviste - contre seulement 2 % en 2012".*



Kenneth Rapoza chez Forbes détecte un changement d'attitude similaire qui incite les politiciens à accorder plus d'importance aux questions environnementales :

*"Voilà pourquoi les politiciens n'arrivent pas à obtenir assez de réchauffement de la planète.*

*"Ils l'adorent parce qu'il est sur le point de devenir une question de vote écrasante. C'est plus important que l'emploi et l'économie pour les Européens, selon le récent sondage Eurobaromètre. Il gagne maintenant en importance en matière d'immigration, le problème le plus important dans l'UE et sans doute le principal problème derrière Brexit....*

*"A ce rythme, la question du climat est le meilleur moyen pour les politiciens européens, en particulier ceux qui ont été fustigés pour leur faible politique d'immigration, de rallier les électeurs à leur cause.*

*"D'un point de vue macro-économique, le débat sur l'immigration divise l'Europe. Mais le débat sur le climat pourrait les unifier..."*

La tentation est grande pour les partis politiques de s'adresser à ce public apparemment réceptif en élaborant des politiques et des programmes visant à décarboniser les économies et à se détourner des combustibles fossiles. Il est certain que les principaux partis politiques qui ont participé aux élections actuelles en Grande-Bretagne ont tenu à afficher leurs prétendues références vertes, le Parti travailliste britannique en particulier poursuivant un ensemble de politiques qui ne sont pas différentes de celles adoptées par son homologue australien du même nom.

Comme les manifestes des partis n'ont pas encore été publiés, nous ne pouvons pas savoir avec certitude quelles politiques environnementales seront incluses. Cependant, d'après les annonces faites jusqu'à présent, les travaillistes semblent vouloir mettre en œuvre une forme de " nouvelle donne verte " visant à créer des emplois tout en déployant à grande échelle des technologies non renouvelables de collecte d'énergie renouvelable non-renouvelable. En outre, ils ont suggéré de mettre en place un programme national visant à rendre les bâtiments plus éconergétiques que ce n'est le cas actuellement. Le programme lui-même doit être financé par une sorte d'"obligation verte" émise par le gouvernement.

Il y a, bien sûr, de nombreux problèmes à cet égard - notamment le fait que le Royaume-Uni a besoin du reste des économies mondiales pour continuer à brûler des combustibles fossiles s'il veut avoir une chance de réussir.

Comme je l'ai souligné à maintes reprises, il n'y a tout simplement pas assez de ressources récupérables sur Terre pour permettre une nouvelle donne écologique mondiale. En tant que tel, un nouvel accord vert britannique ou occidental serait un acte final de l'impérialisme ; retirer les dernières ressources du monde en développement afin de fournir au Royaume-Uni au moins un peu d'énergie dans un monde post-fossile. Si - comme il est beaucoup plus probable - toutes les économies occidentales se lancent dans une nouvelle donne écologique, la concurrence pour les dernières ressources fera grimper les prix à un niveau suffisamment élevé pour que tout s'arrête là.

Il n'y a pas non plus nécessairement suffisamment de capitaux financiers disponibles sur les marchés monétaires internationaux pour financer une nouvelle opération écologique britannique sans causer de graves problèmes économiques. En tant qu'économie importatrice, le Royaume-Uni n'a pu éviter l'inflation des importations depuis 2010 qu'en privatisant ce qui reste de son infrastructure publique et en procédant à des coupes d'austérité dans les services publics pour rassurer les investisseurs que l'État défendra la valeur de la livre sterling. L'époque (1980-2005) où le Royaume-Uni pouvait compter sur les revenus des champs pétroliers et gaziers de la mer du Nord pour garantir ses emprunts est révolue depuis longtemps. Elle ne peut pas non plus se tourner vers une base industrielle compétitive (dont la plupart ont disparu dans les années 1970) pour fournir les revenus d'exportation nécessaires au financement d'une importation massive de technologies de collecte d'énergie renouvelable non renouvelable de Chine. Bref, les dépenses à l'échelle proposée risquent en fin de compte d'entraîner une hausse de l'inflation à l'importation ou une hausse des taux d'intérêt, voire les deux (même si, bien entendu, il y aura une période d'expansion entre le moment où le gouvernement dépensera la monnaie empruntée et celui où les investisseurs réaliseront que celle-ci ne sera jamais remboursée).

De plus, ce que l'on appelle "l'énergie verte" n'est pas nécessairement la "solution" la plus populaire sur le plan électoral à nos problèmes environnementaux. Au Royaume-Uni, l'énergie renouvelable reçoit un coup de pouce massif grâce à la simple règle selon laquelle elle doit être utilisée en premier. Autrement dit, lorsque le soleil brille et que le vent souffle, on demande aux exploitants des centrales à combustibles fossiles autour desquelles le réseau a été construit de s'éteindre. Cela se répercute sur les bénéfices de ces opérateurs, bien que leur survie soit essentielle, car l'énergie renouvelable augmente de près des deux tiers de la production d'électricité du Royaume-Uni les jours où les conditions sont favorables. C'est pourquoi plusieurs grandes centrales au charbon du Royaume-Uni ont été fermées bien avant la date de fermeture de 2025, car une maintenance supplémentaire n'a guère de sens, même si la capacité de secours est encore nécessaire lorsque les conditions sont mauvaises, comme ce fut le cas lors de l'événement "bête de l'Est" en 2018.

Le problème ici est simplement qu'aucune des quatre alternatives à l'utilisation de combustibles fossiles n'est viable dans une économie aussi inégale que celle de la Grande-Bretagne :

- Il n'y a pas suffisamment d'emplacements pour l'alimentation de secours de l'hydroélectricité pompée, ce qui coûterait de toute façon des milliards de livres et prendrait des décennies pour se développer.
- Les batteries sont encore plus chères et ne peuvent actuellement pas être déployées en quantité suffisante pour assurer plus qu'une sauvegarde temporaire (heure par heure).
- Le déploiement d'une capacité beaucoup plus importante que nécessaire pourrait permettre de produire suffisamment d'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an, mais il serait extrêmement coûteux.
- Importer du gaz russe, du charbon allemand et polonais et de l'électricité d'origine nucléaire française est moins cher (mais peu écologique) et laisserait le Royaume-Uni avec de sérieux problèmes de sécurité énergétique.

Ajoutez à cela que, malgré les assurances politiques du contraire, la plupart des nouveaux emplois créés le seront dans les raffineries de lithium boliviennes, les mines de cobalt congolaises, les usines de métaux rares de Mongolie et les usines chinoises. Entre-temps, les emplois dans le secteur des combustibles fossiles qui seront perdus seront des emplois domestiques. Il en résulte que les préoccupations concernant les pertes d'emplois et

les hausses de prix et/ou de taxes attendues rendent les propositions concrètes de politique verte beaucoup moins attrayantes sur le plan politique que ne le suggèrent les préoccupations généralisées concernant l'environnement.

C'est l'une des leçons à tirer de la protestation nationale qui a éclaté en France lorsque Macron a tenté d'augmenter les taxes environnementales sur le carburant diesel. Mais elle était également présente lors des élections de mi-mandat américaines de 2018, lorsque des propositions environnementales prétendument populaires ont été rejetées de façon retentissante par ceux qui devaient les soutenir. Comme Robinson Meyer de l'Atlantique l'a expliqué après coup :

*"Les résultats ont été plutôt bons pour les personnes préoccupées par le climat. Les démocrates ont déferlé sur la Chambre des représentants, remportant près de 40 sièges à la Chambre. Pour la première fois depuis 2010, le président du Comité scientifique de la Chambre des communes affirmera la réalité des changements climatiques d'origine humaine.*

*"C'était un beau mardi, en d'autres termes, pour le plaidoyer quotidien du Parti démocrate en faveur du climat....*

*"Pourtant, la semaine dernière, l'un des États les plus progressistes et les plus ouverts du pays a défait une question électorale qui aurait établi la première taxe américaine sur le carbone... Dans l'ensemble de l'État, les démocrates se sont lancés dans les élections de la semaine dernière : Près de 59 % des électeurs ont réélu la démocrate Maria Cantwell au Sénat américain. Pourtant, presque le même nombre, soit 56 %, a rejeté la mesure de la taxe sur le carbone."*

Encore plus accablant que ce rejet électoral, cependant, a été l'anéantissement du Parti travailliste australien lors des élections générales de mai dernier. Comme le reflète Matt McDonald d'ABC News :

*"C'était censé être le grand enjeu des élections fédérales australiennes de 2019 : le changement climatique. Une série de sondages et d'enquêtes avaient laissé de nombreux analystes, dont moi-même, avec le sentiment qu'il s'agirait d'une question cruciale pour les urnes.*

*"Le sondage annuel du Lowy Institute Poll a démontré un plus grand soutien à l'action contre le changement climatique en Australie en 2019 que dans toute autre enquête depuis 2006....*

*"Il est crucial de noter que ceux qui l'identifient comme la question la plus importante sont passés de 9 pour cent en 2016 à 29 pour cent en 2019. Les groupes de pression et même les médias ont également encouragé l'idée que 2019 était, et devrait être, l'élection climatique de l'Australie."*

Au lieu de cela, une coalition libérale/nationale qui jouait sur les craintes de la hausse des prix de l'énergie et des pertes d'emplois dans les industries extractives, est revenue au pouvoir dans ce qui a été considéré comme un "résultat miracle".

*"Les sondages de sortie avaient suggéré une étroite victoire ouvrière pour la première fois en six ans.*

*"Le résultat final de l'élection ne sera peut-être connu que dans quelques heures, mais avec plus de 70% des votes comptés, la Coalition a remporté, ou est en tête, 74 sièges dans sa quête d'une majorité de 76 sièges, avec seulement 66 sièges pour les travaillistes.*

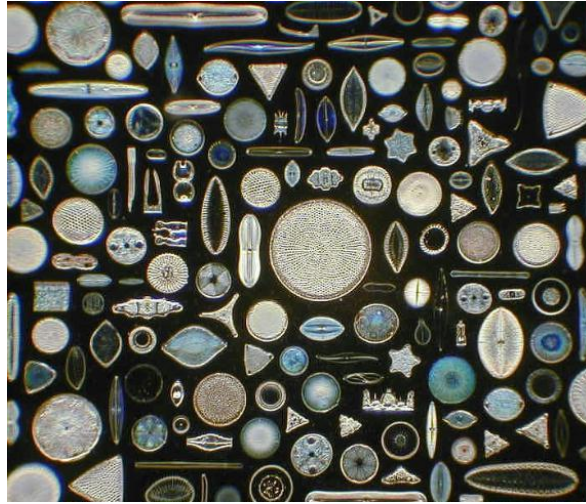
Il y a là une leçon à tirer pour les politiciens verts en herbe - une leçon qui a harcelé les partis verts pendant des décennies. En d'autres termes, personne ne se fait élire en précisant les coûts réels de la lutte contre le changement climatique. Ce n'est pas un hasard si les politiciens verts se sont concentrés sur la croissance, l'emploi et les services publics avec un vernis vert plutôt qu'une véritable exposition des efforts et des coûts

nécessaires pour sevrer une économie des combustibles fossiles.

En 2017, le manifeste du Parti travailliste britannique comprenait des politiques environnementales et énergétiques beaucoup plus radicales que prévu. Le manifeste de 2019 s'annonce au moins aussi radical. Mais si l'on en croit les tendances récentes en matière de vote environnemental, les syndicats feraient bien d'annoncer les politiques le plus tôt possible et de se concentrer ensuite sur les questions économiques et de service public pendant le reste de la campagne. Car si un public britannique de plus en plus acharné veut "faire quelque chose", il ne veut toujours pas (et dans de nombreux cas ne peut pas se le permettre) en payer le prix !

## **Les microbes, un facteur clé du changement climatique**

Alice Friedemann Posté le 19 novembre 2019 par energyskeptic



**Préface.** Le GIEC, comme les économistes, suppose que notre économie et la consommation de combustibles fossiles connaîtra une croissance exponentielle jusqu'en 2100 et au-delà, sans aucune limite à la croissance. Mais le pétrole classique a culminé et est resté sur un plateau depuis 2005, de sorte que la production mondiale de pétrole est clairement en vue. Il en va de même des pics de sol, de l'épuisement des aquifères, de la destruction de la biodiversité et de la déforestation, pour ne citer que quelques menaces existentielles en plus du changement climatique.

Le manque d'attention accordée aux microbes dans le modèle du GIEC affaiblit encore leurs prédictions sur la trajectoire du changement climatique. Comme le note cet article, les diatomées sont nos amies, elles " réalisent 25-45% de la production primaire totale dans les océans, en raison de leur prévalence en haute mer lorsque la biomasse totale de phytoplancton est maximale. Les diatomées ont des vitesses d'enfoncement relativement élevées par rapport à d'autres groupes de phytoplancton, et elles représentent environ 40 % des exportations de carbone particulaire vers les profondeurs ".

Les diatomées n'ont fait leur apparition qu'il y a 40 millions d'années et séquestrent tellement de carbone qu'elles ont provoqué la formation de calottes glaciaires sur les pôles. Les scientifiques devraient donc certainement étudier si leur nombre diminue ou augmente. Mais le GIEC doit également inclure les diatomées et autres microbes dans ses modèles. C'est important qu'ils ne l'aient pas fait, car les microorganismes soutiennent l'existence de toutes les formes de vie supérieures.

\* \* \*

**Université de Nouvelle-Galles du Sud. 2019. Laisser les microbes en dehors de la conversation sur le changement climatique a des conséquences majeures, avertissent les experts. Science Daily. Article original : Cavicchioli, R., et al. 2019. Mise en garde des scientifiques à l'humanité : les micro-**

## **organismes et le changement climatique. Nature Reviews Microbiology.**

Plus de 30 microbiologistes de 9 pays ont lancé un avertissement à l'humanité - ils appellent le monde à cesser d'ignorer une " majorité invisible " de la biodiversité et de l'écosystème de la Terre lorsqu'ils s'attaquent au changement climatique.

Les chercheurs espèrent sensibiliser les gens à la façon dont les microbes peuvent influencer le changement climatique et à l'impact qu'il aura sur eux - en demandant d'inclure les microbes dans la recherche sur le changement climatique, d'accroître l'utilisation de la recherche faisant appel à des technologies novatrices et d'améliorer l'éducation dans les salles de classe.

"Les micro-organismes, qui comprennent les bactéries et les virus, sont les formes de vie que vous ne voyez pas sur les sites Web de conservation ", dit le professeur Cavicchioli. "Ils soutiennent l'existence de toutes les formes de vie supérieures et sont d'une importance cruciale pour la régulation du changement climatique. "Cependant, elles sont rarement au centre des études sur le changement climatique et ne sont pas prises en compte dans l'élaboration des politiques."

Le professeur Cavicchioli qualifie les microbes de " majorité invisible " des formes de vie sur terre, jouant des rôles critiques dans la santé animale et humaine, l'agriculture, le réseau alimentaire mondial et l'industrie.

Par exemple, le Recensement de la vie marine estime que 90 % de la biomasse totale de l'océan est microbienne. Dans nos océans, les formes de vie marine appelées phytoplancton absorbent l'énergie lumineuse du soleil et éliminent le dioxyde de carbone de l'atmosphère autant que les plantes. Le phytoplancton minuscule forme le début de la chaîne alimentaire océanique, nourrissant les populations de krill qui nourrissent ensuite les poissons, les oiseaux marins et les grands mammifères comme les baleines.

Le phytoplancton marin assure la moitié de la fixation photosynthétique mondiale du CO<sub>2</sub> et la moitié de la production d'oxygène, bien qu'il ne représente que ~1% de la biomasse végétale mondiale. En comparaison avec les plantes terrestres, le phytoplancton marin est réparti sur une plus grande superficie, est exposé à moins de variations saisonnières et présente des taux de renouvellement nettement plus rapides que les arbres (jours versus décennies). Par conséquent, le phytoplancton réagit rapidement aux variations climatiques à l'échelle planétaire.

Les algues de glace de mer prospèrent dans les " maisons " de glace de mer. Si la tendance au réchauffement de la planète se poursuit, la fonte des glaces de mer a un effet en aval sur les algues de la glace de mer, ce qui signifie une diminution de la chaîne alimentaire des océans.

"Le changement climatique affame littéralement la vie océanique ", dit le professeur Cavicchioli.

Au-delà de l'océan, les microbes sont également essentiels aux environnements terrestres, à l'agriculture et aux maladies.

"Dans les environnements terrestres, les microbes rejettent dans l'atmosphère une série de gaz à effet de serre importants (dioxyde de carbone, méthane et protoxyde d'azote), et les changements climatiques entraînent une augmentation de ces émissions ", explique le professeur Cavicchioli.

"L'élevage des ruminants libère de grandes quantités de méthane à partir des microbes qui vivent dans leur rumen - les décisions concernant les pratiques agricoles mondiales doivent donc tenir compte de ces conséquences.

"Enfin, le changement climatique aggrave l'impact des microbes pathogènes sur les animaux (y compris les humains) et les plantes - c'est parce que le changement climatique met à rude épreuve la vie indigène, ce qui

facilite la propagation des maladies par les agents pathogènes.

"Le changement climatique élargit également le nombre et la portée géographique des vecteurs (comme les moustiques) qui transportent des agents pathogènes. Le résultat final est une propagation accrue des maladies et de graves menaces pour l'approvisionnement alimentaire mondial."

Nécessité d'un engagement accru en faveur de la recherche sur les microbes

Dans leur déclaration, les scientifiques appellent les chercheurs, les institutions et les gouvernements à s'engager en faveur d'une plus grande reconnaissance microbienne pour atténuer le changement climatique.

"L'énoncé souligne la nécessité d'étudier les réactions microbiennes au changement climatique et d'inclure la recherche sur les microbes dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions en matière de gestion ", dit le professeur Cavicchioli.

En outre, la recherche sur le changement climatique qui établit un lien entre les processus biologiques et les processus géophysiques et climatiques mondiaux devrait mettre beaucoup plus l'accent sur les processus microbiens.

"Si les micro-organismes ne sont pas considérés comme efficaces, cela signifie que les modèles ne peuvent pas être générés correctement et que les prévisions peuvent être inexactes ", explique le professeur Cavicchioli.

"Les décisions qui sont prises aujourd'hui ont un impact sur les humains et les autres formes de vie, donc si vous ne tenez pas compte du monde microbien, il vous manque une très grande composante de l'équation."

Le professeur Cavicchioli dit que les microbiologistes travaillent également à l'élaboration de ressources qui seront mises à la disposition des enseignants pour sensibiliser les élèves à l'importance des microbes.

"Si cette alphabétisation existe, cela signifie que les gens auront une bien meilleure capacité à s'engager dans des domaines liés à la microbiologie et à comprendre les ramifications et l'importance des microbes.

## **Le café atomique et autres documentaires sur la folie nucléaire**

**Ana Munski et Nicolas Casaux novembre 2019**

**[JEAN-PIERRE : en supposant que les dangers des centrales nucléaires soient exagérés, il reste l'argument imparable que l'électricité produite par celles-ci ira dans des utilisations qui, elles, n'ont rien d'écologique.]**

*« Les deux pôles de la civilisation sont le travail organisé mécaniquement, et la destruction et l'extermination organisées mécaniquement. En gros, les mêmes forces et les mêmes méthodes d'opération étaient applicables aux deux domaines. »*

— Lewis Mumford

Le documentaire *The Atomic Cafe*, « film d'horreur comique » — comme on pouvait le lire sur une affiche d'époque — sorti en 1982, constitué d'images d'archives des années 1940 à 1960 (interventions télévisuelles, discours politiques, clips publicitaires, etc.), expose la propagande d'État des États-Unis visant à faire accepter l'utilisation de la bombe atomique et la domestication de l'atome. Ce faisant, il illustre également les relations étroites qui existent entre les institutions gouvernementales et les institutions scientifiques. « Montage habilement assemblé de démentances officielles », selon la formule de David Ansen, alors critique de cinéma pour le magazine

new-yorkais *Newsweek*, il vous garantit une séance « de hurlements de rire, d'horreur et de stupéfaction », d'après une chronique du *New York Times*.



La technologie nucléaire, indissociablement militaire et civile, est un parfait exemple de technologie autoritaire, caricaturale tant elle a été développée en secret, puis imposée au grand jour, au mépris des populations. Comme toute technologie autoritaire, elle repose en effet sur un vaste ensemble d'institutions hiérarchiquement et bureaucratiquement organisées, sur d'importantes divisions et spécialisations du travail, y compris à l'échelle internationale, autrement dit, sur une organisation sociotechnique fondamentalement et intégralement antidémocratique. Née en période de guerre, sous l'impulsion de gouvernements encore plus autoritaires qu'à l'accoutumée, elle garantit la perpétuation de régimes à l'avenant. De plus, comme toute technologie autoritaire, elle assiste un projet politique réifiant le vivant et visant à perpétuer l'idéologie du suprématisme humain. Le mythe de la destruction créatrice, sur lequel elle repose, permet de rationaliser les projets les plus déments, annihilant l'inquiétude qu'ils devraient inspirer au moyen d'une propagande massive en mesure de garantir le consentement de la population, sinon sa soumission. Que ce soit sur le long ou le court terme, les conséquences nocives, souvent mortelles, les maladies, les souffrances, les mutilations et les dégradations environnementales qu'infligent les expérimentations nucléaires à de nombreux êtres vivants, humains ou non, sont jugées négligeables. Ainsi 2 053 explosions nucléaires sont-elles provoquées entre 1945 et 1998. Le projet de société des technocrates est bien plus important, pour eux, que les vies de leurs sujets, ou plutôt de leurs objets, carburant (biomasse) parmi d'autres — « ressources humaines » ou « naturelles » — servant à faire fonctionner la mégamachine.

Parmi les nombreux exemples de liens entre utilisation militaire et civile de l'énergie atomique, rappelons que Franco envisageait, dans les années 1950, de développer secrètement la bombe atomique. Seulement, pour ce faire, il lui fallait construire une centrale nucléaire capable de produire du plutonium de qualité militaire. De Gaulle se proposa d'aider, acceptant de construire une centrale française en Espagne, mais le projet n'aboutira pas pour des raisons diplomatiques impliquant les États-Unis.

La fascination induite par le spectacle de la puissance destructrice de l'atome sur certains citoyens les pousse à s'identifier aux technocrates, aux scientifiques et aux institutions gouvernementales, les amène à se soumettre aveuglement à l'État, à se fier, malgré une gestion des risques privilégiant l'économie à la vie<sup>[1]</sup>, à ses prétentions démagogiques, principal prétexte pour étendre le champ de sa surveillance. Ils n'envisagent pas que les tests auxquels ils participent, ou qu'ils avalisent, ont pour objectif d'asseoir toujours plus la domination des technocrates sur tous les autres, et de la technocratie sur le monde entier. La haine des technocrates pour la nature est si profonde qu'ils ne souhaitent pas vivre sur la Terre, mais la dominer — voire la détruire et reconstituer eux-mêmes une planète purement artificielle, ce qui satisferait sans doute quelques instants leur délire de toute puissance, d'où les réflexions sur la terraformation.

La domestication de l'atome, qualifiée d'événement transcendant permettant enfin à l'humanité d'accomplir sa glorieuse destinée : obtenir une puissance quasi-divine, apparaît comme le point culminant de la domination. Promettant la fin des guerres et de la faim, et toutes sortes de chimères, cette technologie se nourrit de dégradations environnementales, de l'exploitation des sols et des humains, et génère des effets, dont nous ne savons que bien peu de choses, à l'échelle planétaire.

Car les États-Unis ne sont pas les seuls, loin de là, à s'être lancés dans la folle entreprise nucléaire. La France, elle aussi, a mené, avec le même mépris pour tout ce qui vit (humains y compris), de nombreuses expérimentations nucléaires sous couvert d'une campagne de propagande faisant de l'atome un glorieux symbole de puissance. Après la Seconde Guerre mondiale, l'atome participera ainsi à la reconstruction d'une identité nationale française<sup>[2]</sup> et, sans consultation, de Gaulle signera l'Ordonnance n° 45-2563 du 18 octobre 1945 instituant un commissariat à l'énergie atomique<sup>[3]</sup>. Pour imposer les centrales, tout est bon, des centrales vendues comme pôles touristiques par les élus locaux à la commercialisation, en 1960, d'une cuvée Chinon dont l'étiquette représentait la centrale. Encore aujourd'hui l'énergie nucléaire se pare de toutes les vertus associées à la modernité : liberté, abondance, éclairage à moindre frais. Ainsi pouvons-nous lire sur le service communication d'EDF qui retrace l'histoire de l'entreprise ces mots : « Les Trente Glorieuses sont en marche. C'est une course. Tout le monde veut grandir : collectivités et particuliers... EDF relève le défi ».

Pour l'État français, le nucléaire est encore la meilleure arme pour assurer la production énergétique du pays, pour maintenir et garantir sa soi-disant « autonomie énergétique ». Pourtant, les EPR (« Réacteur de Puissance Évolutif ») des centrales françaises sont tous de conception américaine, issus de brevets de la firme Westinghouse. L'uranium nécessaire à la nucléarisation provient en grande partie de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Niger, où habitants et travailleurs se mobilisent depuis la fin des années 1990 pour dénoncer leurs conditions d'existence qu'ils jugent dégradées par plusieurs décennies d'exploitation de l'uranium<sup>[4]</sup>. En hiver, la France se trouve en position de réelle dépendance vis-à-vis de l'Allemagne<sup>[5]</sup>.

Le danger que constitue le nucléaire est réduit, comme toutes les nuisances potentielles que produit la société industrielle, à un risque du quotidien, comme une simple glissade dans une douche. Dans la novlangue moderne, rien de ce que la civilisation industrielle entreprend n'est dangereux. On ne parle que de risque. Pourtant, le danger est bien réel. Avec la faillite d'Areva/Westinghouse et le retrait des principaux investisseurs allemands ou japonais, l'industrie nucléaire, dont de nombreuses structures sont déjà vétustes (la plupart des réacteurs datent des années 1970 et 1980 et le dernier chantier de centrale en France de 1991) et qui ne trouve déjà plus assez d'argent pour s'entretenir, est bien mal embarquée. Le savoir-faire est non seulement perdu, mais certaines pièces qui nécessitent des réparations ou remplacements ne sont parfois plus fabriquées, les capacités métallurgiques actuelles du pays n'ayant plus rien à voir avec celles dont il était encore doté dans les années 1970. Par ailleurs, les équipes qui ont participé à l'édification des réacteurs il y a 50 ans ne sont, souvent, plus en activité : retraites, décès, licenciements. Le changement climatique est également une autre menace qui pourrait générer des accidents nucléaires à répétition, les centrales n'étant pas adaptées aux sécheresses consécutives, à la montée des eaux, aux tempêtes. Les accidents nucléaires, minimisés ou occultés, sont pourtant déjà nombreux et ce dès les premières mises en fonctions :

- 1969 : Saint-Laurent-des-Eaux suivi de deux accidents en 1980<sup>[6]</sup>
- 1986 : Tchernobyl
- 2000 : Blayais<sup>[7]</sup> inondations et rupture d'alimentation électrique des 4 réacteurs
- 2003 : inondations à la centrale de Belleville
- 2011 : Fukushima

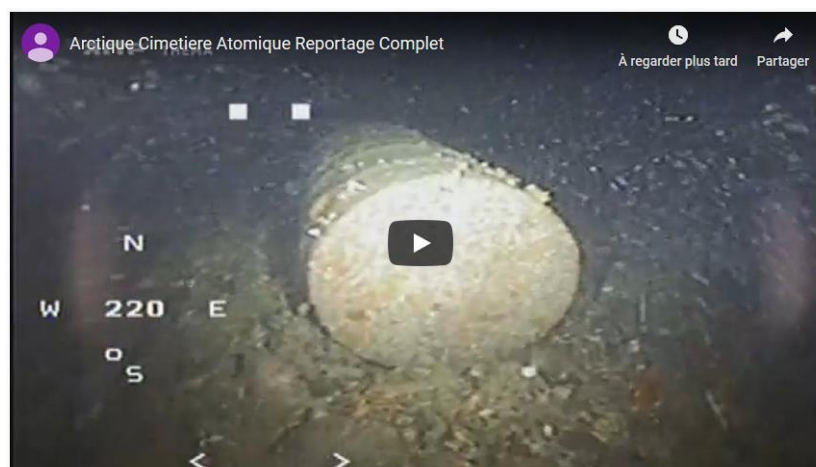
– 31 mars 2016 : à Paluel sur la côte normande un générateur vapeur, d'un poids de 465 tonnes, est tombé de toute sa hauteur sur la dalle du réacteur.

Ces derniers jours, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a annoncé avoir placé la centrale nucléaire de Flamanville (Manche) sous « surveillance renforcée », estimant qu'EDF y rencontre des difficultés, après avoir auditionné en juillet son directeur. Un manque de rigueur est mis en avant. La mise sous surveillance renforcée est une mesure relativement rare. Sur les 19 centrales d'EDF en France, une seule autre est concernée : celle de Belleville-sur-Loire (Cher). Mais les accidents, s'ils sont hautement nocifs et spectaculaires, ne doivent pas faire oublier les nuisances quotidiennes que produisent ces technologies : la radioactivité présente dans la Loire<sup>[8]</sup>, par exemple, mais, surtout, le fonctionnement général autoritaire de la société techno-industrielle, et les innombrables et toujours plus nombreuses destructions environnementales qu'elle génère.

Mentionnons tout de même le traitement catastrophique des déchets nucléaires tombant entre les mains de la mafia calabraise, la 'Ndrangheta, exposé dans le très bon documentaire *Le poison de la Mafia et la loi du silence* :



Les « milliers de caissons métalliques, dix-neuf navires chargés de déchets radioactifs, quatorze réacteurs, et, surtout, trois sous-marins nucléaires » qui gisent, abandonnés par la marine russe, au fond de l'Arctique, où ils libèrent des particules radioactives en permanence. Ce que montre le documentaire *Arctique, cimetière atomique* :



La « centaine de milliers de tonnes de déchets radioactifs déversés en quelques décennies au large des côtes européennes », qui reposent dans des fûts métalliques présentant une « méchante tendance à rouiller et à laisser échapper un contenu hautement toxique », ainsi que nous l'apprend le documentaire *Océans poubelles* réalisé par Thomas Reutter et Manfred Ladwig, qui « mettent ainsi au jour un phénomène nié ou dissimulé, dont les

conséquences nous échappent largement. Une problématique d'autant plus actuelle que, alors même que le stockage en mer est interdit depuis 1993, il est toujours légal d'y rejeter des eaux contenant des radionucléides » :



\*\*\*

Indubitablement, le nucléaire constitue le pinacle de l'exploitation de la planète entière, de l'utilisation de la Terre comme d'un laboratoire pour savant fou, et de tous ses habitants comme cobayes. Avec l'atome, la civilisation industrielle repousse en effet, et largement, les limites des nuisances maximales qu'une civilisation pouvait infliger à la planète. L'inconscience, l'indifférence et l'irresponsabilité totales associées aux prétentions démiurgiques qui caractérisent l'idéologie technocratique de la civilisation industrielle ressortent flagamment au travers d'un projet comme celui du centre d'enfouissement d'Onkalo, en Finlande<sup>[9]</sup>, exposé dans le documentaire *Into Eternity* (Pour l'éternité). Depuis des millénaires, les civilisations exploitent et utilisent sans discernement ni considération leurs environnements, avec, à chaque fois, les conséquences — désastreuses — que l'on sait. Le manque de soin, de sagesse, de prudence, de respect dont elles font preuve dans leurs relations avec le monde naturel les amènent invariablement à le dégrader brutalement, souvent irrémédiablement, au point qu'elles s'autodétruisent ou se désagrègent dans le processus. La civilisation industrielle reproduit actuellement ce même schéma à l'échelle planétaire, à une cadence effrénée. Avec le nucléaire, les apprentis sorciers — les technocrates — qui la dirigent menacent non seulement la prospérité de la vie sur Terre telle que nous la connaissons, mais aussi la vie sur Terre elle-même (explosions nucléaires, guerres nucléaires). Quelles sont précisément les conséquences potentielles de l'utilisation et du développement des technologies nucléaires, civiles et/ou militaires ? Ainsi que l'écrit Bernard Charbonneau, pas en réponse à cette question, précisément, mais à une autre, similaire : « Les spécialistes en discutent et ne sont pas d'accord sur les causes et les risques pour l'atmosphère et la vie. **Mais nous pouvons être sûrs d'une chose, c'est que nous n'en savons rien ; et qu'il est fou de continuer à foncer ainsi dans le noir.** Les maux infinis dont le changement aveugle nous menace ne se limitent pas à tel ou tel effet repérable par la Science et remédiable par la loi à force d'argent et de contraintes, leur cause première est dans cette aptitude à déchaîner la cause sans se soucier de ses effets. Et le remède n'est pas dans tel ou tel gadget techno-scientifique, mais dans la volonté de réfléchir avant d'agir. Une conversion, aux deux sens du terme, qui refuse l'imprévisible par amour de la terre, de l'homme et de sa liberté<sup>[10]</sup>. »



Seulement, « cette aptitude à déchaîner la cause sans se soucier de ses effets » est inscrite dans l'ADN de la société techno-industrielle, dans sa démesure intrinsèque, dans l'idéologie qui lui a donné forme, dans la mégalomanie inhérente à l'idée de civilisation. Pour reprendre à nouveau une formule de Charbonneau : « En réalité, il n'y a probablement pas de solution au sein de la société industrielle telle qu'elle nous est donnée. [...] Pour nous et surtout pour nos descendants, il n'y a pas d'autres voies qu'une véritable défense de la nature<sup>[11]</sup>. » Une véritable défense de la nature et une lutte contre le pouvoir, une lutte pour précipiter le démantèlement, l'effondrement, de la société industrielle, au plus vite, pour arrêter les dégâts et éviter [le pire](#).

Les énormités délirantes et pourtant historiques que *The Atomic Cafe* nous donne à voir devraient nous le faire comprendre. De même que cette scène qui se déroule aux îles Marshall, où un militaire états-unien affirme aux indigènes expropriés que les USA veulent « faire de cette force destructrice [le nucléaire] quelque chose de bon pour l'humanité », juste avant de faire sauter une partie de leur archipel, contaminant la biosphère environnante pour des siècles.



Si de nombreuses batailles ont été perdues contre le déploiement des technologies autoritaires, n'oublions jamais qu'il est néanmoins possible de lutter et de l'emporter. Souvenons-nous des luttes qui nous ont précédés, comme celle menée par des Basques contre la construction de la centrale nucléaire de Lemoiz, près de Biscaye. Fin des années 1960, Franco élabore un grand plan d'énergie nucléaire impliquant de construire plusieurs centrales au Pays basque, le long de criques de villages de pêcheurs, près de Bilbao. L'opposition au projet, qui se manifeste dès le départ mais parvient à s'exprimer davantage après la mort de Franco, en 1975, s'organise sérieusement dès 1976. L'échec de la lutte juridique conduit les écologistes pacifiques à s'allier à l'ETA. On observe alors une diversité de tactiques, comprenant le recours à la lutte armée. Au bout du compte, ils parviennent à obtenir l'arrêt

du chantier au début des années 1980<sup>[12]</sup>. Il est possible de lutter contre la domination technologique, contre les technologies autoritaires existantes et contre celles qui se profilent — reconnaissance faciale, 5G, les robots autonomes, etc. Les irréductibles qui luttent en ce moment, en France, à Bure et à l'Amassada, nous montrent l'exemple.

Ana Minski & Nicolas Casaux

1. Sezin Topçu, *Organiser l'irresponsabilité ? La gestion (inter)nationale des dégâts d'un accident nucléaire comme régime discursif* – Rapport DSR n°157 [↑](#)
2. Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France* [↑](#)
3. <https://reporterre.net/Retour-sur-l-histoire-du-nucleaire> [↑](#)
4. Gabrielle Hecht, *L'uranium africain – Une histoire globale* [↑](#)
5. La parisienne libérée, *Le nucléaire c'est fini* [↑](#)
6. <https://www.sortirdunucleaire.org/France-Saint-Laurent-des-Eaux-incident-serieux> [↑](#)
7. [https://www.liberation.fr/societe/2000/01/06/a-la-centrale-nucleaire-du-blaysis-l-impossible-inondation-a-eu-lieu\\_315159](https://www.liberation.fr/societe/2000/01/06/a-la-centrale-nucleaire-du-blaysis-l-impossible-inondation-a-eu-lieu_315159) [↑](#)
8. <https://www.msn.com/fr-fr/actualite/environnement/saumur-des-associations-alertent-sur-une-%C2%ABcontamination%C2%BB-radioactive-de-la-loire/ar-AAD6WZW> [↑](#)
9. Voir le documentaire *Into Eternity*. [↑](#)
10. Bernard Charbonneau, *Le Changement*. [↑](#)
11. Bernard Charbonneau, *Le jardin de Babylone*. [↑](#)
12. La parisienne libérée, *Le nucléaire c'est fini* [↑](#)

## **Rejeterons-nous violemment à la mer les 3 milliards de migrants ?**

Par [Denis Dupré](#) 18 nov. 2019 Médiapart



**Hier : les nouveaux arrivants étaient mal accueillis dans les camps de travail. Demain : trois milliards de personnes vont devoir migrer dans la deuxième moitié du siècle. Sans un système strictement égalitaire, dans un monde qui s'effondre, tout arrivant sera vu comme un danger pour notre survie.**

• L'économiste Gaël Giraud nous informe que dès 2050 si l'Inde et l'Asie du Sud-Est deviennent invivables, ce qui est le plus probable sans changement radical dès aujourd'hui, trois milliards de personnes vont devoir migrer.<sup>[1]</sup> Dans ce cas, notre pays verra aussi une partie des français du sud de la France devenue invivable migrer vers le nord.

Si le système économique actuel perdure, les riches de nos pays continueront de s'enrichir et le nombre de pauvres, ceux qui peinent à se nourrir, augmentera.

La classe moyenne dont je fais parti va rapidement finir de basculer dans la pauvreté. Les riches vont se protéger comme ils le font déjà souvent au Brésil dans leurs communautés sécurisées pour ne jamais croiser les pauvres et leur violence.

Les pauvres seront, comme dans un camp de travail, condamnés à la production. Une production orientée vers les seuls désirs de consommation des plus riches.

Hier : les nouveaux arrivants étaient mal accueillis dans les camps de travail. Dans certains camps de travail en Allemagne durant la guerre, l'arrivée d'une nouvelle fournée dans le camp sonnait le signal de l'élimination des travailleurs les plus faibles.

Aujourd'hui : un processus, cette fois non programmé, ne commence-t-il pas en France avec les sdf qui ont moins de 10 ans d'espérance de vie ou en Grèce avec les malades qui ne sont plus soignés ?

Sauf si nous bâtissons un monde strictement égalitaire et sobre, nous mourrons de faim. Les morts de faim augmentent déjà de nos jours de nos abus de viande et de nos carburants avec de l'huile de palme. Demain ce sera notre tour. Nous fonctionnerons alors comme des animaux accrochés à la vie et si nous avons des armes nous éliminerons ces migrants. Moi comme un autre.

Sauf si nous bâtissons un monde strictement égalitaire et sobre.

Cela s'est déjà fait. Dans la violence de la chute de l'empire romain d'occident a émergé la puissance de l'église. Puissance parfois spirituelle mais surtout militaire qui permis un réseau mondial de solidarités organisées. A côté de dérives de l'église-pouvoir, dans cette période trouble et violente s'est diffusée une innovation marginale : un autre mode d'être au monde. Une utopie qui pris un essor certain avec la multiplication des fondations de monastères en Europe. Un mode de vie stricte et austère (la règle). Un mode de vie parfois très égalitaire offrant une même consommation pour chacun moine.

Pas drôle vu de notre monde de consommation d'aujourd'hui ... cependant la violence alentours en faisait très probablement un havre de paix enviable et attirant.

Cette utopie difficile à tenir est encore un cap pour certaines communautés.

Peut-on refaire le coup aujourd'hui en version laïque pour tous ?

Probablement oui. Mais, comme autrefois pour l'église, il faudrait un réseau puissant, probablement une force politique et militaire. Une puissance qui s'opposerait et qui gagnerait sur les forces et institutions d'aujourd'hui. Une puissance qui dominerait les forces des marchés et les lobbies. Une puissance qui annulerait les privatisations des biens communs et qui établirait une égalité des richesses et des consommations. Une puissance qui redéfinirait les productions.

Quelle force portera ce changement radical ? Quelle forme aura cette insurrection, cette *extinction rebellion*, qui prendra le pouvoir dans notre camp de travail. Les modalités de cette insurrection restent à inventer.

Il est malheureusement déjà trop tard pour établir une société égalitaire qui permettrait une vie digne pour tous selon l'activiste militant américain Noam Chomsky. Mais il reste une bonne nouvelle : Chomsky n'en est pas sûr à 100%.

L'espérance serait que rapidement nous nous imposions un mode de vie strictement égalitaire. C'est peu probable. C'est cependant possible. Tout dépend de nous et notre énergie à l'imposer à une minorité puissante lorsque nous serons largement majoritaires.

Même s'il n'y a qu'une chance sur mille d'y arriver, le jeu en vaut la chandelle.

Sinon même ceux qui aujourd'hui ont peu et ont le courage de partager ce peu qu'ils ont, et parmi eux ceux qui font preuves d'une humanité de "juste" et accueillent un migrant, lorsqu'ils n'auront plus à manger, se conduiront comme tous les hommes affamés. Ils perdront eux aussi presque toute leur humanité. Moi et toi, avec eux, nous rejeterons alors violemment ces 3 milliards de migrants.

## NOTE

[1] « Si les gens ne migrent pas, les trois quarts de la population humaine devraient connaître plus de 20 jours par an de condition létale [soit le moment où le corps humain ne peut plus survivre à cause de la chaleur et de l'humidité]. Toute l'Amazonie est condamnée, le bassin du Congo, le golfe de Guinée, la façade est de l'Afrique, le littoral indien, l'Asie du Sud-Est, où le nombre de jours « mortels » pourrait excéder 200 par an. Ces zones vont être désertées. Sur les côtes Est américaine et chinoise, on pourrait approcher les 100 jours par an de condition létale. La Banque mondiale chiffre à deux milliards le nombre de réfugiés climatiques dans la seconde moitié du siècle. Je pense que cela demeure très sous-estimé : si l'Inde et l'Asie du Sud-Est deviennent invivables, au moins trois milliards de personnes vont devoir migrer. »

Gaël Giraud, *Si l'Inde et l'Asie du Sud-Est deviennent invivables, trois milliards de personnes vont devoir migrer*, 5 septembre 2019, Reporterre. sur <https://reporterre.net/Gael-Giraud-Si-l-Inde-et-l-Asie-du-Sud-Est-deviennent-invivables-trois>

## **Jonathan Safran Foer montre notre assiette**

**Michel Sourrouille 19 novembre 2019 / Par [biosphere](#)**

Jonathan Safran Foer a trouvé le filon. Après *Eating Animals* en 2009 (« [Faut-il manger les animaux ?](#) »), il publie « *L'avenir de la planète commence dans notre assiette* »\*. Voici un dialogue possible avec lui :

**Jonathan Safran Foer** : *Nous sommes en quelque sorte une génération charnière : ceux qui vivent aujourd'hui sont ceux qui réussiront, ou non, à sauver la planète. Aujourd'hui, notre espèce vit sous la menace d'un suicide de masse.*

**Biosphere** : Nous sommes il est vrai une « génération charnière », celle qui va passer de l'abondance permise par les énergies fossiles à une période de pénuries et de rationnement. Nous allons basculer de façon assez brutale de la génération-écran à la génération-climat. Il est vrai aussi que cette « transition écologique » se fera au prix d'un grand nombre de morts, inondations, sécheresses, famines, guerres, épidémies... Mais il est encore plus vrai qu'il ne s'agit pas de « sauver la planète », elle se fout complètement de notre existence ou de notre disparition, elle vit sa vie. Après nous les méduses ?

**Jonathan Safran Foer** : *A l'échelle individuelle, nous pouvons principalement mener quatre types d'actions pour réduire notre empreinte carbone : moins utiliser l'avion, vivre sans voiture, avoir moins d'enfants et réduire notre consommation de produits d'origine animale. La réflexion sur les trois premiers registres est certes nécessaire, mais ce sont des questions complexes, qui doivent être pensées sur le long terme. Or, nous n'avons plus de temps pour agir !*

**Biosphere** : C'est un constat qu'il faut répéter, la fécondité, la voiture, l'avion et le mode alimentaire sont des activités qui découlent de notre comportement individuel. Sauf exception (à mon insu ou de mon plein gré), ce n'est pas autrui qui fait les enfants à ma place. Or changer un comportement socialement intériorisé prend du temps, y compris la consommation de viande. Nous n'en avons jamais consommé autant qu'aujourd'hui ; même l'Inde l'Inde et la Chine s'y mettent. La production de viande est passée de 70 millions de tonnes en 1961 à 330 millions en 2018... La tendance est lourde, nous ne deviendrons pas végétariens d'un coup de baguette magique. Cela mettra au moins autant de temps que nous passer de voiture individuelle !

**Jonathan Safran Foer** : *La voiture ? La plupart des grandes villes américaines ont été conçues pour la rendre indispensable et 85 % des Américains l'utilisent pour aller au travail.*

**Biosphere** : Pour maintenir le réchauffement planétaire à moins de 2 °C, il faut abandonner la plus grande partie de notre consommation d'énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz – afin de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Que les Américains et les Gilets jaunes le veuillent ou non, soit il faut individuellement accepter l'augmentation du prix du carburant pour rapprocher lieu de travail et domicile, soit c'est l'apocalypse climatique accompagnée d'une effroyable descente énergétique.

**Jonathan Safran Foer** : *Pour ce qui est de l'avion, une bonne part des déplacements ont un motif professionnel ou sont effectués dans un but personnel indépendant des loisirs, par exemple, rendre visite à un membre de sa famille malade.*

**Biosphere** : De plus en plus de Suédois commencent à ressentir la « [honte de voler](#) (flygskam) » en avion, pourquoi pas aux États-Unis et en France. Jonathan, vous faites assaut de faux arguments pour ne rien faire contre les déplacements d'une élite réduite et de touristes au long cours. Pour les Français, vacances et loisirs sont le principal motif de déplacement en avion (près de 70 %), tandis que les usages professionnels représentent moins d'un tiers des vols.

**Jonathan Safran Foer** : *Quant à la décision d'avoir des enfants, ce n'est pas au centre des préoccupations urgentes de la majorité des gens – je suis sûr que la plupart de vos lecteurs ne sont pas, en ce moment précis, en train de se demander s'ils veulent mettre un enfant en route dans le mois qui suit.*

**Biosphere** : Les citoyens ne se demandent pas si leurs activités quotidiennes émettent plus ou moins de gaz à effet de serre. Par contre le choix d'avoir ou non un enfant devrait poser problème à tout citoyen : procréer alors que le futur s'assombrit, est-ce une bonne idée ? Les [nullipares](#) existent, elles sont peut-être moins nombreuses que les végétariens, mais leur nombre ne peut que s'accroître, écologie oblige.

**Jonathan Safran Foer** : *L'alimentation, en revanche, est un choix que nous faisons trois fois par jour et, pour presque tout le monde, ce n'est pas un choix contraint : personne ne nous force à manger d'une façon ou d'une autre.*

**Biosphere** : Vous aviez écrit dans [votre précédent livre](#) : « Ce n'est pas au consommateur qu'il devrait incomber de savoir ce qui est cruel et ce qui ne l'est pas, ce qui est destructeur et ce qui est viable pour l'environnement. Les produits alimentaires cruels et destructeurs devraient être interdits. Nous ne devrions pas avoir à choisir des jouets contenant de la peinture au plomb, des aérosols avec des chlorofluorocarbones. » La société évolue grâce aux changements individuels de comportements, mais ceci ne peut se généraliser qu'en étroite corrélation avec les choix collectifs. Un repas végétarien par semaine dans tous les restaurants scolaires devrait être une obligation pédagogique.

**Jonathan Safran Foer** : *Quand vous voyez quelque chose qui vous fait envie, vous ne le volez pas. Vous ne le volerez pas parce que vous savez qu'on ne doit pas voler, c'est inscrit en vous. Il nous faut devenir des gens qui ne volent rien à la planète, qui ne volent rien à l'avenir.*

**Biosphere** : Des humains qui ne volent rien à la planète, c'est impossible. Cela ne consiste pas seulement à éviter la viande puisque tout est parasitaire dans l'activité humaine. Pour exister, se chauffer, se transformer, publier un livre... on vole matières et énergie disponibles dans la nature. Donc adopter un comportement écolo, faire de l'économie au sens « économiser », ce sera bientôt la norme, qu'elle soit simplicité volontaire ou imposée. A ce moment il y a intériorisation, la sobriété deviendra naturelle, on la pratiquera sans y penser.

**Jonathan Safran Foer** : *Il est étonnant de voir le nombre de fois où quelqu'un me demande : « Avez-vous l'espoir que les gens finiront par changer ? » En général, je rétorque : « Avez-vous l'espoir, vous, que vous finirez par changer ? » Souvent, on me répond : « Oui, je crois que je pourrais changer un peu. » Et j'insiste : « Que voulez-vous dire par un peu ? Parlons de l'avion. Que croyez-vous que vous pourriez faire pour le prendre moins souvent ? Je ne vais pas vous juger, j'espère que vous ne me jugerez pas non plus, mais parlons-en. » Et ces conversations, c'est vrai, me donnent de l'espoir.*

**Biosphere** : C'est bien résumé, c'est l'art de convaincre d'une juste cause. [Arne Naess](#) tenait le même raisonnement : « *La violence à court terme contredit la réduction universelle à long terme de la violence. Maximiser le contact avec votre opposant est une norme centrale de l'approche gandhienne. Plus votre opposant comprend votre conduite, moins vous aurez de risques qu'il fasse usage de la violence. Vous gagnez au bout du compte quand vous ralliez votre opposant à votre cas et que vous en faites un allié.* »

**Jonathan Safran Foer** : *Au bout du compte, que je sois optimiste ou non n'a pas beaucoup d'importance ; ce qui compte, c'est ce que nous faisons. Ce qui est certain, c'est que la conscience que nous avons de la situation augmente à un rythme très rapide : si nous continuons de changer à cette cadence, alors je crois que nous avons de vraies chances de gagner la partie.*

**Biosphere** : c'est l'effet [boule de neige](#). On y arrivera quand on s'apercevra que la nature ne négocie pas, la catastrophe servira de pédagogie si la pédagogie de la catastrophe n'a pas eu le succès qu'elle méritait...

\* LE MONDE du 16 novembre 2019 Jonathan Safran Foer : « Il nous faut devenir des gens qui ne volent rien à la planète »

## [MiaouBOX pour une société débile](#)

**En tant que journalistes, nous recevons par mail beaucoup de messages d'entreprises plus ou moins débiles, mais celui-là bas le pompon.**

**[JEAN-PIERRE : j'espère que pitou et minou feront une petite prière pour Jésus.]**

**« LE CADEAU AU POIL POUR NOËL, LA WOUFBOX & LA MIAOUBOX »**

13,5 millions de chiens et 7,4 millions de chats, nos meilleurs amis à quatre pattes ne seront pas les grands oubliés au pied du sapin cette année. Woufbox et Miaoubox ont confectionné une box spécialement pour Noël composée de 8 produits choisis spécialement pour l'occasion sur le thématique des fêtes de fin d'année. Des jouets, des friandises, des accessoires, des produits d'hygiène, adaptés à chaque boule de poils pour garantir une expérience féerique au moment de déballer son cadeau le soir du réveillon Noël ! Qui a dit que gâter son animal de compagnie était onéreux ? Les coffrets cadeaux en Édition Limitée pour Noël contenant 8 produits d'une valeur de 50€, sont proposés à 24,90€. De quoi mettre la patte au porte monnaies sans se ruiner ! Réalisé avec une patte de maître par nos experts canins et félins, chaque coffret est adapté selon les caractéristiques de l'animal. Un cadeau original qui ravira chaque membre de la tribu, en particulier le fidèle compagnon de la famille. L'idée cadeau qui permettra de consacrer encore plus de moments de complicité avec lui ! Chaque box est livrée entre le 15 et le 20 décembre, timing parfait pour la glisser sous le sapin le Jour-J !

Qu'en pense le parti animaliste ?

## AVENIR INCERTAIN ???

18 Novembre 2019 , Rédigé par Patrick REYMOND



Il paraît que Boing-boing a un "avenir incertain". J'apporte ici un démenti. L'avenir de boing-boing est tout à fait clair. Et certain.

ça sera le dépôt de bilan/scission avec la branche militaire, la seule qui sera gardée. Le reste est bien trop chargé de merdes.

Déjà, 17 milliards de pertes à cause des accidents, et ce n'est pas fini. Tout cela à cause de 40 milliards de dividendes/rachats d'actions qui auraient dû être 10 fois plus petits.

Le capitalisme américain du XIX<sup>e</sup> siècle ne pratiquait pas le rachat d'action, et la distribution de dividende était très mesurée. Rockefeller rachetait les autres compagnies pétrolières avec des paquets d'actions, il fit la fortune des rachetés, mais ne sortait aucune trésorerie. Les dividendes, quand à eux, étaient réduits au minimum.

Bref, article à rapprocher de celui de Rioufol, sur "**Bloc-notes : la colère française révèle la fin d'un monde.**"

## A L'EAU, LE PONT...

Il paraît que c'est la faute d'un camion qui dépassait le poids autorisé.

Mais la réaction d'un internaute me semble plus juste :

*" Même si un camion en dépassement du poids autorisé est sur le pont, l'effondrement consécutif est totalement anormal. Les ponts ont une marge de surcharge très importante. Il faudrait une dizaine de camions à la chaîne en large dépassement du poids autorisé pour commencer à mettre le pont en danger.*

*C'est très certainement un enchaînement d'anomalies très anciennes qui ont précipité l'effondrement, ce camion n'étant que la goutte d'eau qui manquait.*

*Malheureusement ce conducteur était là au plus mauvais endroit et au plus mauvais moment. Le passage d'un car scolaire quelques instants avant fait frémir !!!"*

En réalité, c'est la version Trump qui est juste : l'infrastructure se casse la gueule.

En attendant, le lampiste va en prendre plein la gueule pour les autres. (Même s'il apparaît qu'il n'avait pas à être là).

## C'EST TOUJOURS LA FAUTE A PAS DE CHANCE...

Dans la formidable entreprise néo-libéral, c'est toujours la faute à pas de chance.

Un pont qui casse, c'est le camion chargé de 44 tonnes, qui est en faute.

Bien entendu, quand on teste les ponts, comme je l'ai vu faire à Thaulac, on dépasse allégrement les charges normales (10 fois me semble t'il) et pas 44/19.

Bien entendu, aussi, le pont était dans un état "normal". Il s'est donc effondré "normalement".

On ne pourrait pas bavasser sur l'économie et encore moins élire des trublions gravement atteint du bulbe à la présidence, si on dépensait "normalement" pour l'entretien des infrastructures.

*"Selon ses conclusions, au moins 25 000 ponts français « sont en mauvais état structurel », sur les 200 000 à 250 000 ouvrages que compte le pays, leur nombre exact n'étant pas connu."*

On ne viendrait pas d'en trouver un, par hasard ? Comment ne pas faire le parallèle entre l'état de ce pont "irréprochable", et le déni ? "leur nombre exact n'est pas connu". En fait, on ne sait même pas où ils sont.

A l'heure du "réchauffement climatique", par exemple, on oublie tout le passé, notamment, les crimes du libéralisme. La grande famine de 1876-1878, par exemple, notablement aggravée "par la dépendance financière d'un pays producteur (exportateur) envers un pays consommateur (importateur), fait environ 50 millions de morts sur 3 ans (soit 3 % de la population mondiale de l'époque). "

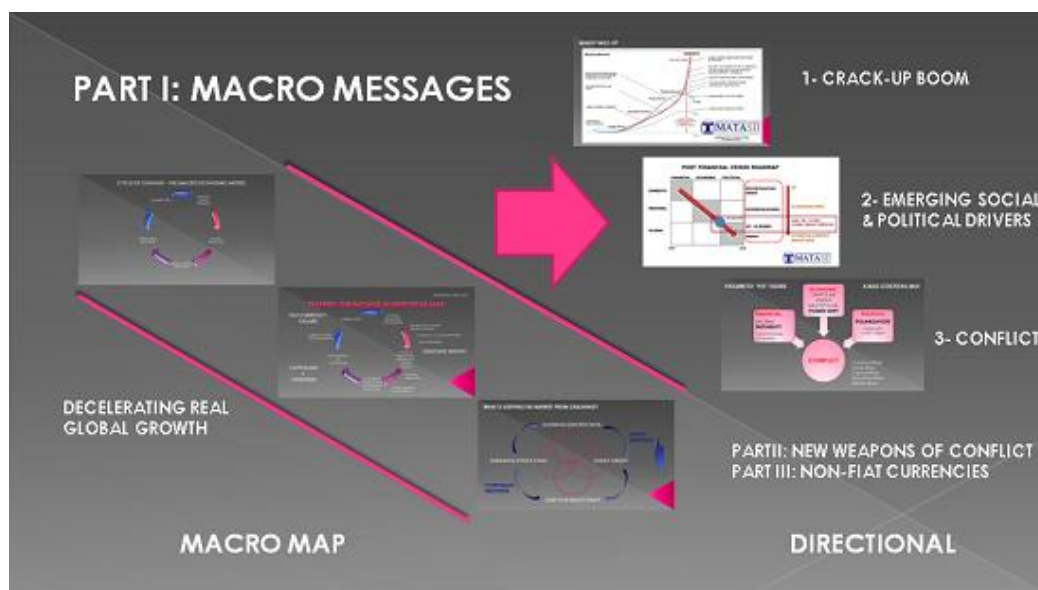
Les capitaines de pédalo, genre Sarkozy, Hollande, Macron, ça ne sait rien, sauf administrer d'après un dogme, par temps calme.

On sait très bien, qu'un jour où l'autre, un gros pépin se produit. Et que là, les mécanismes de l'économie de marché seront sensés tout sauver, par exemple, en montant les prix au plafond (genre famine), où quand le coût du drame, dépasse le coût de l'entretien.

La commune, donc, aura un pont neuf, paiement, deux morts. Mais ils font partie de l'ordre des choses, alors que, finalement, ce n'est, ni plus, ni moins, que du sabotage délibéré.

## Les conflits politiques et sociaux s'accélèrent : Voici pourquoi

Charles Hugh Smith 19 novembre 2019



Macro Analytics, Gordon T. Long 2019

Tout le statu quo "fixe" ne fait qu'accélérer l'effondrement du statu quo.

Il va de soi que le conflit économique, social et politique s'accélère. Ce qui est ouvert au débat, ce sont les principaux moteurs du conflit, du désordre et de l'effilochage.

Voici la dynamique d'auto-renforcement de base à mon avis :

1. Les élites du statu quo ne peuvent plus masquer l'envolée des coûts de l'essentiel ni l'inégalité des richesses et des revenus entre les .01% (oligarques), les 9,99% qui enrichissent les oligarques avec leurs dépenses discrétionnaires et leur travail technocratique/de gestion, et les 90% inférieurs qui perdent rapidement du terrain sur tous les plans, économique, social et politique.
2. Les "solutions" des élites aux conflits sociaux/politiques déclenchés par le système financier truqué et l'ordre économique du vainqueur sont politiquement opportunes, ce qui signifie qu'elles ne s'attaquent pas réellement aux sources du conflit, mais se contentent de les faire passer par les RP comme un moyen de préserver la richesse et le pouvoir des élites.
3. La "solution" financière fondamentale des élites est de créer des billions de milliards en monnaie nouvellement émise et de les distribuer aux banques, aux financiers, aux familles super riches et aux entreprises mondiales - les Oligarques à 0,01 % les plus riches.
4. Ce " correctif " accélère la distribution asymétrique de la richesse en permettant aux riches de racheter des actifs plus productifs, de financer des rachats d'actions, etc., tout en forçant les 90% les plus pauvres à emprunter de l'argent aux oligarques pour joindre les deux bouts : les riches deviennent plus riches, les pauvres s'endettent davantage.
5. Le seul résultat possible de ces intrants (l'opportunisme politique pour préserver la richesse et le pouvoir des élites, la création et la distribution à la classe oligarque de billions en nouvelle monnaie) est l'accélération de l'érosion même qui a alimenté les conflits sociaux et politiques en premier lieu. En effet, les "remèdes" des élites accélèrent les conflits qui conduiront finalement à leur chute.

C'est pourquoi il est impossible d'inverser ou d'arrêter le processus de démantèlement : tous les efforts énormes déployés par les élites pour maintenir le statu quo exactement tel qu'il est aujourd'hui, avec la grande majorité de la richesse et du pouvoir entre leurs mains, empêchent les changements structurels nécessaires pour rétablir le statu quo sur une voie plus durable (c'est-à-dire plus transparente, productive, efficace et décentralisée) et moins rigide pour bénéficier aux quelques pays qui en sont encore à l'état d'impossibilité.

Tout le statu quo "fixe" ne fait qu'accélérer l'effondrement du statu quo. Mon collègue de longue date, Gordon T. Long, a décrit les étapes de cette inévitable descente dans le conflit et l'effondrement dans une série de tableaux dont nous discutons dans notre dernière conversation vidéo intitulée *Coming Era of Political & Social Conflict* (29:13).

Ces étapes sont prévisibles parce que la nature humaine est prévisible. Il est prévisible que les élites suivront une voie d'opportunité pour préserver leur richesse et leur pouvoir, et cette voie comprend la dévalorisation de la monnaie (l'impression de sommes toujours plus importantes pour enrichir leur richesse et apaiser les masses), la substitution du crédit au capital, la privation politique des masses de leurs droits, la répression financière toujours plus oppressive et les conflits sociaux et politiques qui deviennent incontrôlables lorsque la maison financière instable des cartes s'écroule.

Puisque les élites ne permettront pas un réajustement ordonné qui réduirait leur richesse et leur pouvoir, ce réajustement résultera de la spirale des conflits et de l'effondrement de tout ce qui est considéré comme permanent, c'est-à-dire le statu quo financier et politique.

Ne pensez pas que ça n'arrivera pas juste parce que ce n'est pas encore arrivé.

## SECTION ÉCONOMIE



### **Un ralentissement économique sous haute tension mondiale**

Publié le 19 novembre 2019 à 09:00:45 / 0 commentaire / 347 vues

Xerfi Canal a reçu Sébastien Jean, Directeur du CEPII, dans le cadre du livre L'économie mondiale 2020 . Une interview menée par Mounia Van de Castele. Trop peu et... Lire la suite



### **Bourse: pourquoi la chute sera violente... Avec Pierre Sabatier**

Publié le 19 novembre 2019 à 06:00:12 / 0 commentaire / 793 vues

Pierre Sabatier estime que la correction des marchés sera de grande ampleur. Cependant, un catalyseur précis doit se mettre en branle pour qu'elle se déclenche. Eric... Lire la suite

**"... et vous pensiez que le risque de récession était une chose du passé ..."**



*... une rétrogradation est en place depuis plusieurs trimestres et le quatrième trimestre semble proche ou plus faible que celui du troisième trimestre.*

19 NOV. 2019 20H45 2522 3

### **La consommation annuelle d'aluminium en Chine diminue pour la première fois en 30 ans**



La production d'aluminium en Chine cette année a enregistré la plus forte baisse jamais enregistrée ...

19 NOV. 2019 19H05 5196 43

### **Le WTI subit la pire perte en 7 semaines après une accumulation de brut supérieure à celle attendue**



Les stocks de brut américains sont au plus haut niveau en quatre mois.

19 NOV. 2019 16H38 8723

**Préparez-vous à l'impact ! L'économie américaine est en baisse, et elle est en chute libre...**

le 17 novembre 2019 par Michael Snyder



J'ai tellement de mauvais chiffres économiques à partager avec vous que je ne sais même pas par où commencer. J'avais prévu que le ralentissement de l'économie américaine s'accélérait au cours du quatrième trimestre de 2019, et c'est précisément ce qui s'est produit. La Réserve fédérale essaie de faire tout ce qu'elle peut pour nous empêcher de sombrer officiellement dans une récession, et le gouvernement fédéral dépense littéralement de l'argent comme si demain ne viendrait jamais, mais toutes ces interventions n'ont pas été suffisantes pour renverser notre élan économique. Nous commençons vraiment à voir les conditions commencer à se détériorer très rapidement maintenant, et 2020 s'annonce déjà comme l'année la plus importante pour l'économie américaine depuis 2008.

Permettez-moi de commencer mon analyse en discutant de la situation actuelle des consommateurs américains. Selon CBS News, une nouvelle étude majeure qui vient d'être publiée a révélé que 70 pour cent de tous les Américains ont des difficultés financières.....

*De nombreux Américains demeurent dans une situation financière précaire alors même que l'économie continue de croître, 7 sur 10 d'entre eux affirmant qu'ils éprouvent des difficultés avec au moins un aspect de la stabilité financière, comme le paiement des factures ou l'épargne.*

*Les résultats proviennent d'une enquête menée auprès de plus de 5 400 Américains par le Financial Health Network, un cabinet de conseil en services financiers à but non lucratif. Le projet, qui a débuté il y a un an, vise à évaluer la santé financière des gens en leur posant des questions sur l'endettement, l'épargne, les factures et les salaires, entre autres choses.*

Ça n'a pas l'air d'une "économie en plein essor", n'est-ce pas ?

Et même si les choses sont déjà très difficiles pour des millions et des millions de familles américaines, il semble que les choses empirent rapidement. En fait, nous venons d'assister à la plus forte baisse de l'indice Bloomberg du confort des consommateurs depuis 2008....

*Malgré l'envolée des actions à des niveaux record, l'indice Bloomberg Consumer Comfort a chuté la semaine dernière à 58,0 contre 59,1 la semaine précédente, et a maintenant chuté de 5,4 points en trois semaines, soit la plus forte baisse depuis 2008....*

Oui, la situation de l'emploi dans ce pays est encore relativement stable pour le moment, mais la vérité est que la plupart des "emplois" qui ont été "créés" ces dernières années sont en fait très peu rémunérateurs. Si vous pouvez le croire, 58 millions d'emplois aux États-Unis paient actuellement moins de 793 \$ par semaine....

*Il y a maintenant environ 105 millions d'emplois de production et d'emplois non supervisés aux États-Unis, ce qui représente 83 % de tous les emplois du secteur privé. Et plus de la moitié d'entre eux - 58 millions - paient moins que le salaire hebdomadaire moyen de 793 \$US. Bon nombre de ces emplois n'offrent pas de soins de santé ou d'autres avantages sociaux.*

*Ce sont les meilleurs emplois que de nombreux Américains peuvent trouver et le plus d'heures qu'ils peuvent obtenir.*

Et j'ai déjà mentionné dans un article précédent que 50 % de tous les travailleurs américains gagnent actuellement moins de 33 000 \$ par an.

Ces dernières années, de nombreuses familles se sont de plus en plus endettées pour maintenir leur "style de vie de classe moyenne", mais aujourd'hui, une grande partie de ces dettes commencent à se détériorer.

En fait, la Fed de New York vient tout juste d'annoncer que le nombre de prêts automobiles en souffrance aux États-Unis a atteint un tout nouveau record. Ce qui suit vient de Wolf Richter....

*Les graves impayés de prêts automobiles - des prêts automobiles qui sont en souffrance depuis 90 jours ou plus - au troisième trimestre de 2019, après une trajectoire étonnante, ont atteint un sommet historique de 62 milliards de dollars, selon les données de la Fed de New York aujourd'hui.*

Vous souvenez-vous de l'effondrement des prêts hypothécaires à risque en 2008 ?

Eh bien, une chose très semblable se produit en ce moment avec les prêts automobiles.

Pendant ce temps, les mauvais chiffres économiques ne cessent d'affluer. Voici quelques nouveaux points de données que nous avons obtenus depuis mon dernier article....

-Nous venons d'assister à la pire baisse de la production industrielle américaine depuis 2009.

-L'indice Cass Freight vient de chuter pour le 11ème mois consécutif.

-L'entreprise a annoncé qu'elle allait mettre à pied des centaines de travailleurs, car elle continue de fermer des magasins à un rythme très rapide.

Pour l'instant, il sera très difficile de maintenir la croissance du PIB américain au-dessus de zéro pour le quatrième trimestre. Si vous pouvez le croire, les dernières prévisions de la Fed d'Atlanta prévoient un taux de croissance de seulement 0,3 % pour le quatrième trimestre....

*L'estimation du modèle GDPNow pour la croissance du PIB réel (taux annuel désaisonnalisé) au quatrième trimestre de 2019 est de 0,3 % le 15 novembre, contre 1,0 % le 8 novembre. Après les publications de ce matin du U.S. Census Bureau sur le commerce de détail et le rapport de ce matin sur la production industrielle du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, les prévisions actuelles de croissance des dépenses de consommation réelles des particuliers au quatrième trimestre et de croissance de l'investissement intérieur brut réel au quatrième trimestre sont passées de 2,1 % et -2,3 %, respectivement, à 1,7 % et -4,4 %, respectivement.*

C'est épouvantable.

Nous ne parlons pas de 3 %. Ils prévoient une croissance de "0,3 pour cent", et si nous descendons en dessous de zéro, nous pourrions en fait être au début d'une récession sans même nous en rendre compte.

La Réserve fédérale a tenté de soutenir l'économie en réduisant les taux d'intérêt et en injectant des sommes considérables dans le système financier. Ils nous disent que cette nouvelle ronde de création monétaire n'est "pas de l'assouplissement quantitatif", mais depuis le tout début, je souligne qu'il s'agit vraiment d'un assouplissement plus quantitatif, et beaucoup dans le monde financier commencent à reconnaître cette réalité...

*Après un mois de gymnastique verbale constante (et de diarrhée de la part de flagorneurs financiers qui ne peuvent pas penser de façon créative ou originale et qui ne font que perroquetter leur chambre d'écho dans l'espoir d'aimer/retweets) par la Fed que le récent lancement de 60 milliards \$ d'achats de bons du Trésor est tout sauf QE (quoi que vous fassiez, ne l'appellez pas "QE 4", mais "PAS QE"), une banque a enfin le cran de dire à quiconque ne s'en remettait pas à la logique simple ce qui était si évident pour qui n'était pas remis en cause : le "NOT QE" de la Fed est vraiment "QE."*

*Dans une note avertissant que le dernier programme d'achat de la Fed - qu'on l'appelle QE ou PAS QE - aura des coûts importants et potentiellement catastrophiques, Ralph Axel de la Bank of America écrit qu'à la suite du nouveau programme d'achat de bons du Trésor de la Fed pour augmenter le montant des réserves dans le système bancaire, la Fed a fait un effort pour informer les marchés à répétition que ce n'est pas une nouvelle série de détente quantitative, et pourtant, selon le stratège BofA, " de façon importante il est semblable ".*

Mais comme je l'ai dit plus tôt, tous les efforts de la Fed ne fonctionnent pas.

Malgré tous leurs efforts, ils n'ont pas réussi à renverser notre élan économique.

Et beaucoup de gens croient que ce que nous avons vu jusqu'à présent n'est que la pointe de l'iceberg. En fait, le prévisionniste de tendances Gerald Celente est convaincu que nous nous dirigeons vers "la plus grande dépression"....

*Vous pensez que vous avez une crise dans un pays près de chez vous en ce moment ? Vous n'avez rien vu. Quand la Grande Dépression frappe, les gens vont échapper à la violence, à la pauvreté, à la corruption - des guerres civiles se déroulent sous les yeux de tous. Et vous pensez avoir un problème de sans-abri dans une ville près de chez vous ? Vous n'avez rien vu. Vous allez voir des sans-abri partout. La situation est incontrôlable et ne fera qu'empirer à mesure que l'économie mondiale ralentira....*

Et vous savez quoi ?

Il a raison.

**Ce qui s'en vient va faire passer 2008 pour un pique-nique dominical**, et notre société n'est absolument pas préparée à ce qui est sur le point de se passer.

## **Petites nouvelles de la finance: elle va encore bien ...mais**

**Bruno Bertez 18 novembre 2019**

Le Shanghai Composite a chuté de 2,5% cette semaine. il est à son plus bas niveau de 10 semaines. L'indice Hang Seng China Financials a chuté de 4,4%, tandis que l'indice Hang Seng de Hong Kong a reculé de 4,8%.

13 novembre – Bloomberg : «Des fissures commencent à apparaître sur les marchés monétaire et monétaire de Hong Kong, les traders spéculent sur la résistance du dollar local à un déluge de manifestations de plus en plus violentes.

Les actions de Hong Kong montraient déjà des signes de stress, perdant plus de 5% au cours de la semaine écoulée. À présent, les conditions de liquidité sur le marché des changes sont les plus tendues depuis la fin des

années 90, au lendemain de la crise financière asiatique. Les taux interbancaires augmentent – ce qui rend les coûts de refinancement plus coûteux pour les banques . »

La Chine est confrontée à une crise de confiance vis à vis de ses petites banques, à une augmentation rapide du nombre de défaillances d'entreprises et à une bulle financière de plus en plus fragile en matière de crédit hypothécaire.

Pendant ce temps, la fragilité du dollar de Hong Kong inquiète les autorités. Une crise de confiance à Hong Kong en tant que centre financier international semble se préciser.

La Chine reste la source marginale de liquidité pour la finance mondiale et pour la croissance économique. Malgré la publicité donnée aux cours records des actions américaines, le risque d'instabilité mondiale augmente fortement.

La Chine et le monde global n'ont jamais été aussi vulnérables à un ralentissement du crédit. Il ne faut pas oublier que tout est en bulle et que les dernières vagues d'achats spéculatifs provoquées par la récente reflation est d'une qualité plus que douteuse.

Nous sommes surexposés, surévalués et sur-complaisants.

Les divergences et les craquements se multiplient dans les zones d'ombre offshore et ce n'est pas un hasard à mon avis si la Fed a pris très au sérieux les besoins de liquidités manifestés sur le marché des repos. On reparle beaucoup des CLOs en ce moment, un peu trop.

Quelquefois je me prends à me demander si il n'y aurait pas une grosse baleine échouée, quelque part sur une plage offshore, aux Caimans ou autres. Les besoins semblent trop considérables pour n'être que techniques . .

15 novembre – Reuters: «La dette mondiale est sur le point de terminer l'année 2019 sur un record de plus de 255 trillions de dollars, a estimé l'Institut des finances internationales (IIF) vendredi. Cela fait près de 32 500 dollars pour chacun des 7,7 milliards d'habitants de la planète.

Ce montant, qui est également plus de trois fois supérieur à la production économique mondiale annuelle, a été alimenté par une augmentation de 7,5 trillions de dollars au premier semestre de l'année, le rythme de progression ne montre aucun signe de ralentissement.

Environ 60% de cette hausse est venue des États-Unis et de la Chine.

La dette publique à elle seule devrait atteindre 70 trillions de dollars cette année, tout comme la dette globale (administrations publiques, secteur privé et secteur financier) des pays émergents.

« Avec peu de signes de ralentissement du rythme d'accumulation de la dette, nous estimons que la dette mondiale dépassera les 255 trillions de dollars cette année », a déclaré l'IIF (...) »

Plus personne ne parle des ratios de dettes, il est fini le temps des Reinhart et Rogoff ou on disait qu'au delà de 100% de la production de richesse, la dette était une catastrophe en attente d'arriver; on s'habitue à tout, de proche en proche . Et c'est ainsi que de proche en proche, un jour on sera sur le chemin de l'hyper inflation, croyez moi.

J'ai développé il y a quelques années le thème de « l'engrenage » comme processus quasi mécanique de destruction, j'ai eu raison, nous sommes bien dans l'engrenage. la destruction n'est pas un choix, c'est une fatalité , une nécessité qui se manifeste, qui s'impose. Le gradualisme nous conduit au ravin : n, n+1, n+2 ....

La pensée financière produit ses propres justifications: ainsi pour justifier la planche à billets branchée en direct pour les gouvernements on a inventé en son temps le Chartalisme, que l'on nomme maintenant la MMT. Elle sert à alimenter les programmes de dépenses des gauches partout dans le monde. On en arrivera à monétiser également les dépenses du fameux maltusiano-climato-réchauffisme.

La pensée financière n'est pas rationnelle, c'est une pensée de groupe, a group-think!

14 Novembre – Bloomberg: «La banque centrale chinoise a ajouté de manière inattendue des liquidités au système bancaire vendredi afin d'aider les prêteurs à traverser la saison des impôts, un mouvement qui, selon les analystes, est un signe que des mesures de relance à grande échelle sont improbables à court terme.

La Banque populaire de Chine a offert vendredi 200 milliards de yuans (29 milliards de dollars) de prêts à un an aux banques. Elle a maintenu le taux d'intérêt inchangé à 3,25%, faisant preuve de retenue dans la politique monétaire malgré des données économiques pires que prévu de cette semaine. La liquidité dans le système bancaire est à un niveau «raisonnable et suffisant», car l'opération compense le besoin de financement des entreprises pour payer leurs impôts... ».

9 Novembre – CNBC «Appelez ça une explosion d'ETF. Aux USA, les fonds de type ETF négociés en bourse ont engrangé un record d'actifs sous gestion de 4 trillions de dollars cette année, avec 136 fournisseurs offrant 2 062 ETF aux investisseurs...

Dans l'ensemble, les ETF suscitent un intérêt énorme dans le monde, et il est peu probable qu'ils disparaissent de si tôt déclare Deborah Fuhr, fondatrice de l'ETFGI... «Je pense que nous en sommes encore aux débuts de l'adoption de ces fonds. Les ETF sont en train de devenir de plus en plus populaires car ils bénéficient maintenant de règles du jeu plus équitables a-t-elle déclaré... La Securities and Exchange Commission allège les contraintes qui ont souvent rendu le processus de mise sur le marché long et ardu pour les émetteurs d'ETF. Les ETF entrent dans une nouvelle ère qui pourrait encore élargir leur espace, a déclaré Fuhr. »

8 Novembre – Bloomberg «Un signal lumineux du marché obligataire qui a brillé en vert pendant des années se met soudainement à clignoter en rouge. C'est une mauvaise nouvelle pour les détenteurs d'obligations. La dernière fois que cela s'est produit, cela s'est accompagné de la plus grande liquidation depuis les suites de la crise financière mondiale. Cet indicateur est la « prime à terme », term premium. Pour les obligations du Trésor US et pour les Bunds allemands, a rebondi des plus bas records du dernier trimestre. L'indicateur américain est en train d'enregistrer sa plus forte augmentation en trois mois depuis la fin de 2016. »

10 Novembre- Reuters : «Les troubles sociaux dans le monde inquiètent certains investisseurs mondiaux. Ils affirment que les protestations de Hong Kong, du Liban au Chili et ailleurs les obligent à être plus prudents, même si l'impact sur les marchés financiers a été inégal...» C'est un risque et avec les évaluations des marchés financiers très tendues, il nous fait faire une pause; ceci nous incite à être plus prudents sur les marchés que nous ne le serions autrement « , a déclaré Dan Ivascyn, directeur des investissements du groupe chez PIMCO ... »



**M/I\_Investments**

@MI\_Investments



"Just last Thursday the Fed announced that in addition to its daily offering of \$120 billion in overnight loans and twice-weekly offering of \$35 billion in 14-day loans, it will be adding three more term loans over the next month, totaling \$55 billion"

[wallstreetonparade.com/2019/11/as-fed...](https://wallstreetonparade.com/2019/11/as-fed...)

## **As Fed Pumps \$3 Trillion into Repo Market, Morgan Stanley and Goldman Sachs Practice Borrowing from the Fed's Discount Window**

By Pam Martens and Russ Martens: November 18, 2019 ~

Last week, Jim Grant, the Editor of Grant's Interest Rate Observer, was interviewed by CNBC's Rick Santelli. Grant said that since September 17, the Fed has pumped "upwards of \$3 trillion" in repo loans to Wall Street. Santelli asked if the Fed had effectively nationalized the repo market. Grant said "there is no more price discovery and we are dealing with administered rates."



James Gorman (left) Chairman and CEO, Morgan Stanley; David Solomon (right) Chairman and CEO, Goldman Sachs

♡ 9 12:35 - 18 nov. 2019



[Voir les autres Tweets de M/I\\_Investments](#)



## **« De Ben Ali à Macron. »**

par [Charles Sannat](#) | 19 Nov 2019



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous vous souvenez sans doute du printemps arabe, des événements qui ont secoué la Tunisie et précipité la chute de Ben Ali. Tout commence avec l'immolation d'un jeune homme du nom de Bouazizi au fin fond de la Tunisie.

La semaine dernière en France un jeune étudiant s'est immolé lui-aussi.

De Ben Ali à Macron.

Nous étions en 2011 et à l'époque j'avais écrit un édito intitulé « Karl Marx... la révolution tunisienne et la prochaine révolution française ». 8 ans après nous y sommes. En fait cela aura mis 7 ans puisque le mouvement des Gilets Jaunes, qui était à bout de souffle à force de s'essouffler, selon les mamamouchis qui s'époumonent à faire croire que le mouvement a disparu, a démarré il y a un an. [\*Vous pourrez relire ces textes de 2001 et 2014 ici.\*](#) *Je poursuis cette réflexion aujourd'hui en 2019, nous pourrions donc ressortir ces textes d'ici 3 ans... pour les mettre à nouveau en perspective.*

En réalité, dès 2011, ce qui allait se produire aujourd'hui, qui n'est pas fini et ne peut au rythme actuel que se finir par un terrible bain de sang, était prévisible.

Pour cela, il faut relire Marx. Karl Marx. Certes la mise en application de ses théories ne fut pas un franc succès avouons-le, mais ce garçon n'a pas dit que des sottises.

Notamment son explication entre l'infrastructure et la superstructure permet d'avoir un cadre intellectuel pour comprendre ce qu'il se passe dans le monde depuis 10 ans.

Partout, où que vous regardiez, les peuples sont actuellement en train de se révolter. Cela a commencé dans les pays arabes, mais l'Amérique latine est très touchée, de même que l'Asie. Regardez ce qu'il se passe à Hong-Kong, à Paris, au Chili, en Equateur, ou encore en Bolivie. Partout la situation est chaotique.

Que se passe-t-il donc ?

### **Un problème d'infrastructure et de superstructure**

Notre cher Karl a, un jour, fait un constat d'une très grande acuité et d'une très grande justesse historique en expliquant la notion d'infrastructure économique et de superstructure politique. Afin de faire simple, pour Karl Marx, c'est l'infrastructure économique qui conditionne, à terme, la superstructure politique et les institutions. C'est la vie quotidienne des gens, des entreprises et de tout ce qui constitue le corps social d'un pays, qui conditionne l'évolution des structures politiques (mais également religieuses, philosophiques, etc.).

En gros, notre vie de tous les jours c'est l'infrastructure. Quand l'infrastructure évolue rapidement, et c'est évidemment le cas depuis 20 ans avec la digitalisation, la mondialisation et la révolution Internet, alors les superstructures de gouvernance, politiques sont soumises à des forces terribles et doivent s'adapter.

La violence actuelle des peuples, qui n'est qu'un avant goût de ce qui va se déchaîner dans un avenir plus ou moins lointain, n'est rien d'autre que la matérialisation du refus des superstructures de changer et de s'adapter.

### **Ce n'est pas le peuple qui refuse le changement... ce sont les dirigeants !**

Macron, pas parce qu'il est Macron, mais parce qu'il est le dernier avatar d'un système politique, d'une superstructure mourante, n'incarne pas le nouveau monde. Il est l'ancien monde. Celui qui ne veut pas changer parce que, pour ce système de façon générale, la soupe est bien bonne.

Ce système politique est hérité de la fin de la Seconde Guerre mondiale et globalement des années 50. Notre système de gouvernance est d'un autre âge.

Nous évoluons dans un monde où nous pouvons en temps réel, donner notre avis sur tout. Mais en politique, nous n'avons que bien peu de droits, si ce n'est celui de voter pour Bonnet blanc ou Blanc bonnet tous les 5 ans, pour conduire la même politique européiste, mondialiste, qui ne profite qu'à une toute petite minorité de globalistes qui s'empiffrent depuis 20 ans et qui ont commencé à partir de la chute du mur de Berlin il y a 30 ans.

Lorsque les Gilets Jaunes demandent le RIC, le référendum, ce n'est jamais rien que l'adaptation politique des avis que vous pouvez donner sur Internet ! Evidemment cela va considérablement changer la manière de penser et de faire de la politique. La démocratie peut désormais, parce qu'il y a les outils techniques le rendant possible, devenir aussi directe que participative.

### **La répression n'est pas une réponse et le préfet de police de Paris s'égare !**

Le préfet de police de Paris a déclaré à une manifestante qu'il « n'était pas dans le même camp qu'elle ».

Surprenante déclaration, car un préfet de police n'a pas de camp.

Un policier, un gendarme, aucun d'eux ne doit avoir un camp, car à partir du moment où vous avez un camp, vous n'êtes plus un policier, un gendarme ou un préfet, mais un milicien qui représente, de facto, une faction. Cette neutralité des forces de l'ordre est ce qui fait la différence entre maintien de l'ordre et maintien au pouvoir. Ce n'est pas du tout la même chose, et c'est un glissement très dangereux.

Le maintien de l'ordre est nécessaire. Il est indispensable. Les populations, les plus faibles en particulier, n'ont jamais intérêt au chaos. Mais il ne faut pas confondre le maintien de l'ordre, sur le temps court, avec la réponse politique qui doit être apportée par la superstructure à l'infrastructure en ébullition.

Si la police devient la police d'un camp, elle devient milice, perd sa légitimité. Et au bout du processus de décomposition vous semez les germes évidents d'une guerre civile.

Or, depuis un an, en dehors des carabistouilles politiques et autres billevesées de communication présidentielles, agrémentées de « grand débat » et autres discours faisant paraître Fidel Castro et ses interventions fleuves pour un taiseux, rien. Pas une seule réponse politique à la hauteur des aspirations.

Résultat ?

Un mouvement des Gilets Jaunes toujours présent malgré une très forte répression y compris physique. Une colère intacte, une désespérance qui monte, un manque d'avenir et de vision.

Je vous disais un peu plus haut, que la « neutralité des forces de l'ordre est ce qui fait la différence entre maintien de l'ordre et maintien au pouvoir. Ce n'est pas du tout la même chose, et c'est un glissement très dangereux. »

### **Pourquoi est-ce très dangereux ?**

Parce que dans les manifestations, sous les casques bleus quel que soit le corps, CRS ou gendarmes mobiles, vous avez des hommes, des citoyens, des pères, des fils ou des frères.

Il se passe la même chose dans tous les pays.

Il se passe la même chose dans toutes les armées.

Quand la répression est la seule solution, elle ne dure qu'un temps, car au bout d'un certains temps, la légitimité de l'usage de la force s'émousse, et petit à petit, les coups de matraques se font de moins en moins forts. Parce que la réponse doit être politique et non répressive.

Si le gouvernement « organise » les violences selon certains ou les « instrumentalise » au mieux selon les autres, c'est pour mieux justifier sa politique de répression d'un mouvement social composé au départ de millions de braves gens, en réalité, pacifiques. C'est en ce sens que le pacifisme est une arme redoutable, car elle prive l'Etat de sa justification pour mener une répression.

En attendant, au bout du compte, viendra un moment où, sans réponse politique réelle, les prétoriens du régime feront ce qu'on fait les soldats est-allemand le long du mur de Berlin. Ils baissèrent leurs armes.

Nous n'y sommes pas encore.

### **Nous ne sommes pas dans un mouvement social mais dans une révolution**

Une révolution qui conduira à des changements majeurs de gouvernance, et à virer vraisemblablement à coup de pieds dans l'arrière train toute la clique de mondialistes qui s'est arrogée le pouvoir en oubliant l'essentiel, à savoir que l'action politique doit être centrée sur les braves gens, les électeurs, les peuples qui attendent qu'on les dirige vers de meilleurs lendemains.

*Je disais en 2014 que nous allions « vers des régimes de plus en plus forts et répressifs avant le chaos révolutionnaire. Logiquement, les États et les superstructures actuelles iront jusqu'au bout de leur logique et de leur existence. Il s'agit d'organismes « presque » vivants et luttant pour leur survie. Aller au bout de leur logique d'existence signifie évidemment une radicalisation vers la violence et la répression accrue de ces institutions ».*

Nous sommes dans cette phase. Celle de la radicalisation non pas des ultra-jaunes, ce n'est qu'un élément de langage et de communication, mais dans la radicalisation de la superstructure politique. Comprenez moi bien.



Lorsque la superstructure explosera, et c'est inévitable car même l'URSS avec son KGB a explosé, alors nous nous retrouverons face à nos divisions et à devoir trouver collectivement la manière de faire société ensemble.

A ce stade nous aurons la possibilité d'emprunter deux chemins.

Celui de la construction d'une nouvelle superstructure adaptée aux exigences modernes et convenant à tous et nous permettant de dépasser le communautarisme qui a été créé volontairement par la superstructure actuelle pour affaiblir l'infrastructure et se maintenir ainsi un peu plus longtemps au pouvoir.

Ou alors, nous serons incapables de nous dépasser en tant qu'agrégat de communautés et nous cheminerons sur la voie de la guerre civile.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

### **Pour JP Petit, « le pire du ralentissement économique est derrière nous ! » Vraiment ?**

La récession industrielle est réelle, mais les services tiennent. Or l'industrie représente partout (enfin presque) moins de 20 % du PIB...

La production industrielle souffre particulièrement du choc sur l'industrie automobile, qui est le secteur industriel le plus... important !

Or, ce choc négatif à très court terme, implique et, on le voit très bien avec Volkswagen qui va dépenser 60 milliards d'euros, des investissements colossaux qui vont limiter considérablement la casse.

Enfin, pour JP Petit, la FED est intervenue sur le marché, en baissant les taux et en injectant des sommes importantes ce qui vient, évidemment, contrecarrer ce mini cycle de récession.

Pour lui donc, le pire est derrière nous.

Fondamentalement, il n'a pas tort, et les banques centrales semblent avoir décidé de ne pas laisser la récession s'installer.

FED, BCE et toutes les autres, mettent en place des politiques monétaires expansionnistes destinées à relancer l'économie.

Il n'y a donc pas de raison de voir un ralentissement très fort se produire, et donc un krach boursier historique se produire... à court terme.

## **Le bilan de la BCE est à 4 680 milliards d'euros !**

Ce n'est pas encore le record absolu, mais à ce rythme il sera très vite dépassé puisque, au plus haut, le bilan de la Banque centrale européenne est monté jusqu'à 4.695 milliards d'euros.

Après une pause dans l'augmentation de ce bilan, la BCE a repris également ses achats d'actifs.

Plus d'euros créés, c'est moins de valeur pour chaque euro en circulation.

Surveiller la taille du bilan de la banque centrale, permet aussi d'en savoir un peu plus sur la réalité économique. Quand les banques centrales sont obligées de faire grossir leurs bilans, c'est qu'elles doivent stimuler l'économie qui ne va pas si bien que cela.

*Charles SANNAT*

## **Ralentissement de la croissance des dividendes**

Va-t-il y avoir un krach, a priori, la réponse est toujours non (sauf crise géopolitique majeure ou accident économique), mais il devrait bien y avoir un mouvement de correction car la croissance des dividendes ralentit partout dans le monde.

En 2017, ils ont progressé de 8 %, puis en 2018 de presque 10 %, mais cette année, pour 2019 les dividendes sont attendus en modeste hausse de 4 % seulement !!

Enfin de vous à moi, 4 % d'augmentation des dividendes dans un monde de taux négatifs c'est quand même une belle performance, et le montant annuel devrait dépasser de nouveaux records avec 1.430 milliards de dollars attendus par les analystes.

Les entreprises tournent et tournent bien.

Quand vous avez le choix entre des obligations qui ne rapportent rien et des actions dont le dividende moyen augmente de 4 % vous choisissez quoi ?

Les actions.

Donc elles vont monter... même s'il y a des à-coups.

*Charles SANNAT*

# La cible d'inflation débat à côté de la plaque

François Leclerc 18 novembre 2019 Décodages.com

Peut-on encore attendre des banques centrales depuis qu'elles ont épuisé leurs cartouches ? Qu'elles parviennent à continuer de stabiliser le système financier serait déjà bien beau ! Dans ces conditions, que va pouvoir donner le débat sur la stratégie de la BCE que Christine Lagarde a promis et qui a sans l'attendre commencé ?

Dans le meilleur des cas, il va occuper les esprits et mobiliser les énergies, la nouvelle patronne de l'institution de Francfort n'ayant par ailleurs d'autre ressource que de poursuivre ce que son prédécesseur a initié, et pour le pire de se fourvoyer dans l'impasse de la révision de l'objectif d'inflation. Car les monétaristes ne désarment pas et voudraient le baisser pour qu'il soit en accord avec la faiblesse irréductible de celle-ci. On voit venir un passionnant débat opposant ceux qui voudraient que la cible soit symétrique à ceux qui préféreraient qu'elle soit asymétrique...

En toute clarté, le testament de Mario Draghi aborde un sujet tabou pour les partisans acharnés de la rétention budgétaire. L'Eurozone devrait selon lui se doter d'une capacité budgétaire dimensionnée de telle sorte qu'elle puisse être un puissant « macro stabilisateur ». Quant à l'émergence d'un débat théorique sur la cible d'inflation, elle est à côté de la plaque. Et le soi-disant début d'ouverture du ministre des Finances Olaf Scholz à propos de la garantie européenne des dépôts et de l'Union bancaire n'est qu'une promesse de Gascon.

Le ministre a notamment posé comme condition à sa mise en place que les banques nettoient préalablement leurs bilans des actifs non recouvrables, les NPL, avec pour objectif que le taux de 5% des encours bruts ne soit pas dépassé dans tous les pays membres. À première vue, cela pourrait sembler raisonnable, l'Autorité bancaire européenne ayant estimé que le taux moyen de 3% avait été atteint en juin dernier, mais cette moyenne cache une grande disparité de situation. À cette date, ce taux était par exemple de 32,9% en Grèce et de 9% en Italie, ce qui représentait vu la taille du système bancaire de cette dernière la coquette somme de 137 milliards d'euros à elle seule.

Et, de toute façon, quand bien même l'Union bancaire serait achevée, cela ne changerait rien à la situation de l'économie. Y remédier impliquerait que soit réalisée une union budgétaire solide et créé un actif mutualisé. Ceux qui l'on proposé ont parlé dans le vide. Par contre, sans surprise, la Commission vient de se projeter dans l'avenir et n'y a décelé que faible croissance et inflation persistante, la récession évitée grâce à l'application d'un scénario optimiste en raison de ses présupposés.

En réalité, le concept même de cible d'inflation, né dans les années 80, est dorénavant en question. Si la BCE devait entamer une réflexion stratégique approfondie, plutôt que modifier sa cible, elle devrait s'interroger sur la nature du processus inflationniste. Mais cela supposerait une mise en cause de plus du cadre conceptuel communément admis, auquel il semble impossible de déroger à moins que l'on ne puisse plus y échapper.

Que va faire Christine Lagarde à part survoler le débat stratégique ? Les ouvertures politiques indispensables sont d'ordre budgétaire, pour commencer, et ce n'est pas à Francfort que cela pourra se décider.

## Plus de 150 millions d'enfants travaillent dans le monde

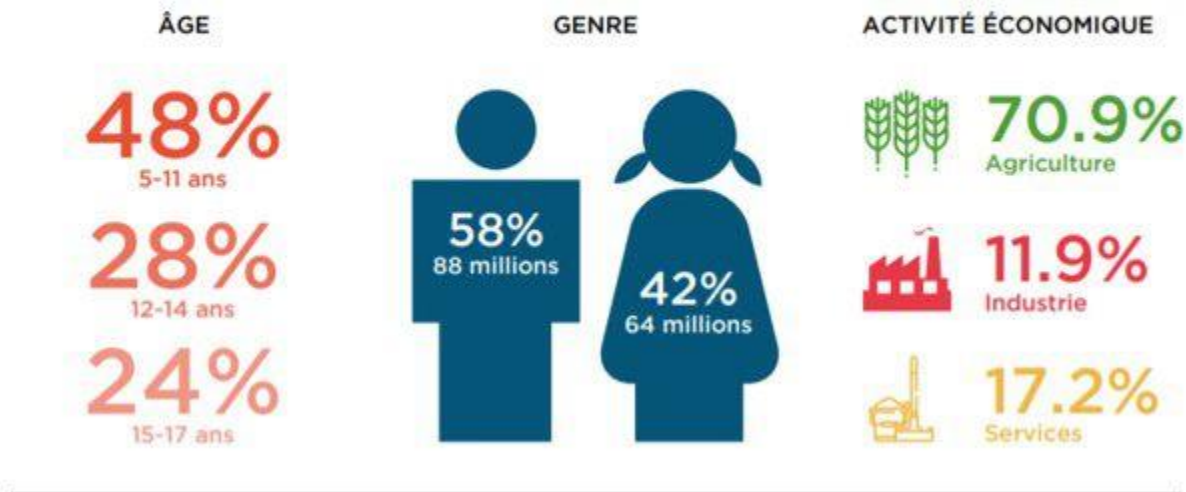
Par Richard Hiault Publié le 14 nov. 2019

**Un rapport de l'Organisation internationale du travail consacré au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, pointe les pays d'Asie et d'Amérique latine. Si les efforts contre ce fléau ne sont pas renforcés, certains objectifs de développement durable ne seront pas atteints.**



Le secteur du coton, en Ouzbékistan, vit une petite révolution. L'administration actuelle entend y éradiquer le travail forcé. Dans [les dernières années du règne d'Islam Karimov](#), grâce à une campagne de boycott international du coton ouzbek, l'Etat a renoncé au travail des enfants. L'Organisation internationale du travail (OIT) confirme les progrès, à savoir une baisse de 50 % du nombre des travailleurs forcés en 2018, parmi les 2,5 millions de cueilleurs mobilisés dans le pays. [Le gouvernement actuel promet des sanctions pénales](#) en cas de recours à une main-d'oeuvre forcée. L'Ouzbékistan illustre à la perfection les efforts internationaux à effectuer pour lutter contre le travail forcé et l'emploi des enfants. Selon un [rapport de l'OIT](#) publié mardi, le monde actuel compte encore 152 millions d'enfants astreints au travail.

## DES 152 MILLIONS D'ENFANTS ASTREINTS AU TRAVAIL DES ENFANTS



C'est dans l'agriculture que le plus d'enfants travaillent au niveau mondial.OIT

L'étude de l'OIT s'est plus particulièrement intéressée à ce fléau au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales des multinationales mises en place grâce à la mondialisation des économies. Tout en reconnaissant l'extrême difficulté de la tâche, l'OIT constate des différences notables selon les régions.

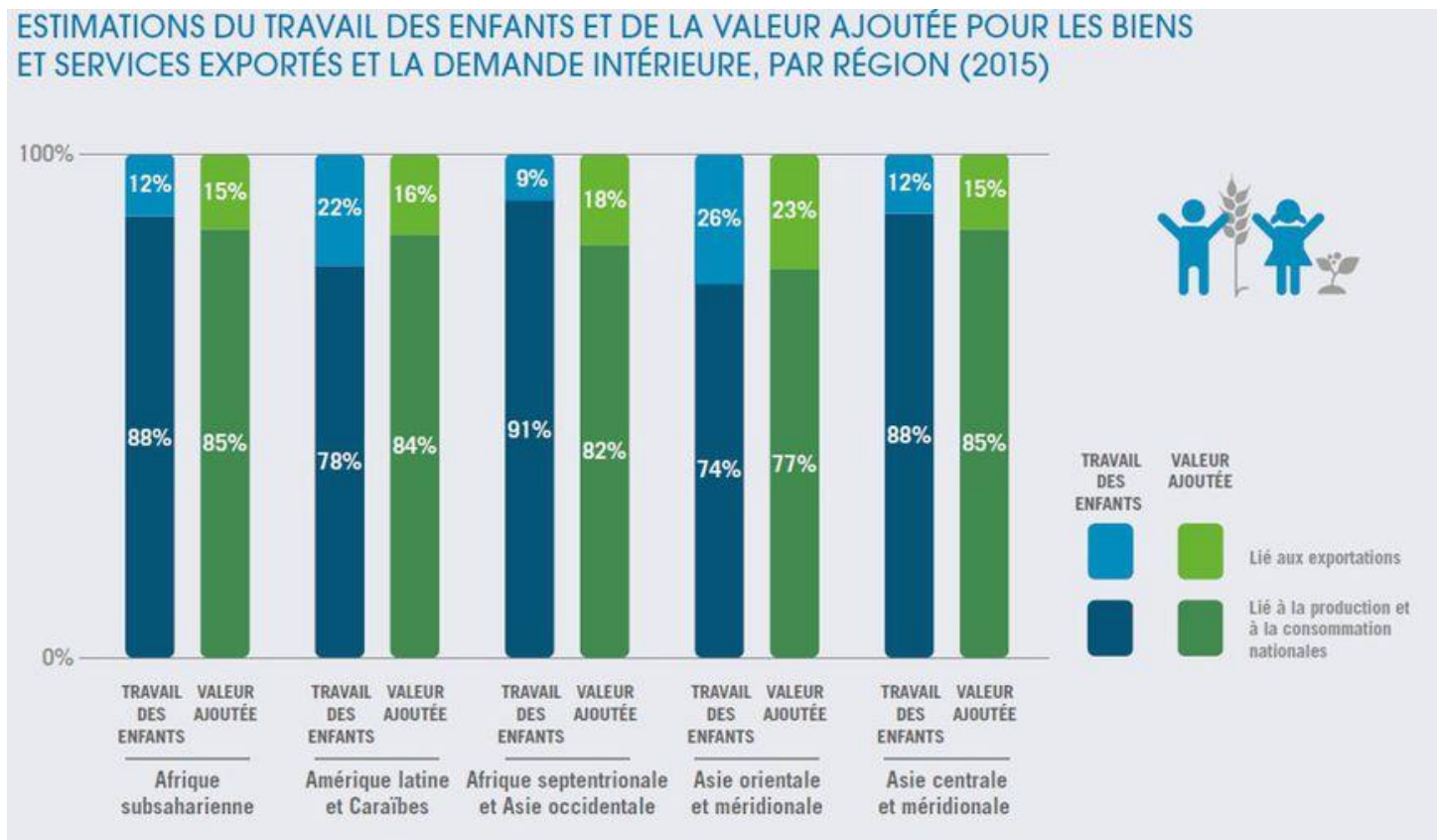
**L'Asie et l'Amérique latine concernées**

« On estime que 9 % du travail des enfants en provenance d'Asie occidentale et d'Afrique septentrionale contribue aux exportations vers d'autres régions. Ce chiffre atteint 26 % en Asie orientale et du Sud-Est », indique le rapport. Le même chiffre atteint 22 % dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

A new report provides the first ever estimates of child labour and human trafficking in global supply chains. <https://t.co/KxMngpLZad>

— ILO (@ilo) [November 12, 2019](#)

En d'autres termes, l'implication des enfants dans les secteurs élaborant des produits destinés à l'exportation est plus forte en Asie orientale et du Sud-Est ou dans les pays d'Amérique latine qu'en Asie occidentale et en Afrique septentrionale.



C'est en Asie et en Amérique latine que les enfants contribuent le plus aux exportations OIT

L'OIT alerte cependant sur le fait que ces chiffres traduisent mal l'ampleur du phénomène. Ils ne prennent pas totalement en compte le fait que des enfants peuvent aussi travailler en amont des chaînes d'approvisionnement des grandes multinationales. C'est particulièrement vrai pour les secteurs de l'agriculture ou des mines dont les produits peuvent servir dans la composition d'autres biens.

### Les ODD en danger

« Ce rapport montre l'urgente nécessité de prendre des mesures efficaces afin de combattre les violations des droits fondamentaux au travail qui ont lieu dans les chaînes d'approvisionnement », indique dans le communiqué de l'OIT, son directeur général, Guy Rider. Dans le cas contraire, il sera difficile d'atteindre deux des [objectifs de développement durable](#) (ODD) adoptés en 2015. A savoir : mettre fin au travail des enfants d'ici à 2025 et abolir le travail forcé et la traite des êtres humains d'ici à 2030.

## Le vrai scandale des banques centrales

rédigé par Bruno Bertez 19 novembre 2019

*Les banques centrales ou l'art de transformer l'eau d'égout en eau claire... et de dépouiller les contribuables par la même occasion.*



En 2008, la Fed a déclaré que sa politique n'était pas une monétisation, puisqu'elle serait en mesure d'assainir son bilan. Ce fut le plus grand vol de l'histoire des Etats-Unis. Non seulement il est maintenant démontré que la Fed ne peut pas réduire la taille de son bilan... mais elle doit l'augmenter à nouveau.

La Fed joue sur le décalage entre les mots et la réalité d'une part, et d'autre part sur le décalage dans le temps entre les opérations et leur débouclage. C'est ce décalage qui donne sa vraie signification à ses opérations – une signification a posteriori.

On sait maintenant que depuis 2008, la Fed fait de la TMM, de la Théorie monétaire moderne, du chartalisme, sans le dire. Elle monétise les déficits du Trésor US.

C'est la même chose en ce moment avec le crédit au jour le jour, les *repos* dont la Fed prétend que ce ne sont pas des QE et donc pas des financements monétisés. Selon Jim Grant, on en serait à 3 000 Mds\$ d'opérations.

Nous ne saurons que dans deux ans le détail et la réalité de ces opérations.

Il y a tout lieu de penser que ce sont des « investisseurs » – si on ose les appeler ainsi – qui ont acheté des actifs grâce à la dette, en levier, et qui cherchent à les refinancer.

Il y a fort à parier que les très grands établissements qui ont des réserves refusent de s'en séparer parce que les collatéraux qu'on leur offre sont de médiocre, voire de mauvaise qualité, et de liquidité douteuse.

## **Le retour des CLO/CDO**

Ce sont par exemple des CLO, des *collateralized loan obligations* – ces « paquets » de dettes que l'on appelait CDO du temps de la grande folie hypothécaire.

Les dettes des entreprises sont empaquetées afin de faire ressortir des notations favorables, on transforme l'eau des égouts en eau claire et on prétend ainsi qu'ils sont sans risque. Bref on leur produit une liquidité artificielle. Ce serait cette qualité qui serait en ce moment contestée.

On ne manque pas de liquidités, c'est une évidence. Si le marché des *repos* est en difficulté, ce ne peut être que parce que les emprunteurs ont un problème de garantie à offrir, un problème de collatéral. Or le collatéral qui pose problème – on le sait, il suffit de regarder les graphiques de *spreads* –, c'est les CLO.

Ces titres, ces CLO, ne seraient pas aussi bons que cela et donc pas aussi liquides.

Si la Fed se substitue aux grandes banques détentrices de vraies liquidités pour alimenter le marché des *repos*, je pense que cela peut s'interpréter comme un soutien à ce marché des CLO, et que cela vise à soutenir la pyramide financière du crédit aux entreprises – dont on sait qu'il est [semi-pourri et vulnérable](#).

Cette pyramide est menacée par la raréfaction du dollar et le risque de récession.

## **Le but ? Vous endetter**

La Fed subventionne ainsi les entreprises qui s'endettent... y compris celles qui sont dans le *private equity* ou qui rachètent leurs propres actions !

L'argent finit entre les mains de Wall Street (imaginez si vous pouviez vendre des morceaux de papier sans valeur à la Fed et si elle vous en donnait le prix que vous en vouliez...).

Les financiers l'utilisent ensuite pour tout rafler, tout prendre en charge : centres commerciaux, immobilier, commerce de détail, technologie, assurances, routes, pensions, services publics, terres agricoles, hommes politiques, etc.

La dette de ces financiers est socialisée, portée par la banque centrale, c'est-à-dire par les contribuables, et subventionnée, puisque ces financiers qui raflent tout ne sont pas obligés de payer les coûts/prime de risque attachés à leurs dettes.

Leur objectif ultime est de vous endetter, vous en tant que corps social, et de tout posséder de façon privée.

## **La fin d'année boursière sera difficile (2/2)**

rédigé par [Jim Rickards](#) 19 novembre 2019

***La croissance mondiale ralentit et les robots contrôlent les marchés – vers quels investissements vous diriger pour assurer des gains en 2020 ?***

[Comme nous l'avons vu hier](#), les marchés actions font des montagnes russes... mais stagnent dans leur ensemble.

Ils ne sont pas les seuls : l'impact cumulé des guerres commerciales, guerres des devises et tensions géopolitiques se reflète également dans le ralentissement de la croissance mondiale.

La synthèse suivante est tirée de la conférence de presse du 15 octobre 2019 concernant les perspectives économiques mondiales établies par le FMI et présentées par Gita Gopinath, directrice du département de recherches du FMI.



« *L'économie mondiale connaît un ralentissement synchronisé :*

*La croissance a de nouveau été révisée à la baisse pour 2019, à 3%, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale. Le tassement de la croissance est la conséquence de l'augmentation des obstacles au commerce et les tensions géopolitiques.*

*Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, selon des estimations, entraîneraient une réduction cumulée du niveau du PIB mondial de 0,8% d'ici à 2020. Le tassement de la croissance est également la conséquence de facteurs spécifiques dans plusieurs pays émergents [...] et de facteurs structurels, dont une faible productivité et un vieillissement de la population dans les pays avancés.*

*L'atonie de la croissance en 2019 se caractérise notamment par un ralentissement généralisé sur le plan géographique de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. La hausse des droits de douane et l'incertitude prolongée qui entoure les politiques commerciales ont entraîné une baisse de l'investissement et de la demande de biens d'équipement.*

*L'industrie automobile connaît également une contraction en raison de chocs spécifiques, tels que les perturbations dues aux nouvelles normes d'émission appliquées dans la Zone euro et en Chine, dont les effets sont durables. Ainsi, la croissance du volume des échanges commerciaux au premier semestre de 2019 est de 1%, soit le plus faible niveau enregistré depuis 2012. »*

## **Les robots sont idiots**

La volatilité due aux bonnes/mauvaises nouvelles s'explique également facilement. Les marchés actions ne sont plus entre les mains d'êtres humains ayant différents points de vue.

Ils sont contrôlés par des robots. Or les robots sont idiots.

Beaucoup d'investisseurs croient encore que leur courtier place toujours des ordres de vente et d'achat face à d'autres ordres semblables passés par des êtres humains ayant des opinions différentes, que le rapprochement des ordres est informatisé et qu'il en résulte un marché bien ordonné où la découverte du prix est efficace.

Ce scénario est inexact.

Aujourd'hui, plus de 95% des transactions réalisées sur le New York Stock Exchange sont générées par des robots à l'aide d'algorithmes permettant de décider à quel moment acheter et vendre.

Il ne s'agit pas de systèmes d'appariement (qui existent depuis les années 1990). Il s'agit de robots de trading qui prennent des décisions sans l'intervention d'êtres humains. Le trading ne met plus des hommes et des femmes face à face. Il fait intervenir des robots face à d'autres robots, et un petit nombre de transactions fait intervenir un homme ou une femme face à un robot.

On n'essaie pas de jouer au plus malin face à un autre être humain. Mais on essaie de jouer au plus malin face à un robot.

La bonne nouvelle, c'est qu'il est facile de cerner un robot. Les robots agissent automatiquement, selon un code source et des algorithmes développés par des codeurs et des experts en mathématiques appliquées qui ne connaissent pas forcément grand-chose à la psychologie de marché.

Les robots achètent et vendent en fonction des gros-titres ou de mots clés. Ils achètent également à la hausse (tel que défini) et vendent à la baisse (également tel que défini) en fonction de limites fixées par les développeurs.

Cette dynamique explique à la fois la volatilité à court terme et le trading à plus long terme cantonné au sein d'un *range*.

D'un côté, les robots se précipitent (en quelques microsecondes) pour se débarrasser d'actions à la moindre mauvaise nouvelle émanant des guerres commerciales. De même, ils achètent des actions à la moindre bonne nouvelle émanant des guerres commerciales.

Dans le même temps, les robots vendent en général lorsque les actions s'approchent des 27 000 points sur le Dow Jones (ou sur d'autres indices, comme le S&P 500) et achètent lorsqu'elles s'approchent des 25 000 points.

## **Tout n'est pas programmable...**

Malheureusement, ni les robots ni leurs développeurs humains ne se sont préparés à l'avènement d'une ère Trump : le lundi, le président Trump déclare que le président Xi est son "meilleur ami" et, le mercredi, il dénonce le "vol" commis par les Chinois.

Les robots sont doués pour déchiffrer les gros titres, mais ils ne sont pas doués pour saisir les nuances, ni le langage du corps ni "l'art de la négociation" selon Trump.

La même chose est vraie pour leur compréhension de la Fed. Jerome Powell a d'abord eu une attitude "*hawk*" [NDLR : "faucon", symbole de la rigueur monétaire] en décembre 2018 (lorsqu'il a relevé les taux d'intérêt), puis "*dove*" [NDLR : "colombe", symbole d'une attitude accommodante] en janvier 2019 (lorsqu'il a promis qu'il n'y aurait plus de relèvement des taux), et "*super-dove*" au printemps 2019, lorsqu'il a décidé d'abaisser les taux d'intérêt et de mettre fin aux réductions de bilan de la Fed.

Puis, en septembre 2019, son attitude a été confuse, lorsqu'il a déclaré qu'il n'abaisserait peut-être pas les taux d'intérêt rapidement, mais qu'il élargirait le bilan de la Fed.

Comment un robot peut-il comprendre un humain en proie à un tel conflit intérieur ? C'est impossible. Mais il peut acheter ou vendre à chaque nouvelle une de la presse.

Il faut retenir que la croissance s'affaiblit, que la Fed abaisse les taux, que les guerres commerciales ne sont pas terminées (malgré les discours optimistes) et que les tensions politiques montent.

Pour les actions, il y a un mélange de vents favorables (l'abaissement des taux de la Fed et les bonnes nouvelles sur le front des guerres commerciales) et de vents contraires. Ces dynamiques vont avoir tendance à se compenser et, début 2020, à laisser les actions à leur niveau actuel.

Voilà une bonne raison de réduire les expositions aux actions et d'envisager les trades plus puissants qu'offrent les obligations et l'or.

## Les riches ne sont pas tous des pourris

rédigé par Bill Bonner 19 novembre 2019

*Le système est perverti, et certains en ont plus profité que d'autres... mais est-ce vraiment de leur faute ?*



La question sur la table aujourd'hui : comment les riches sont-ils devenus aussi riches ? Par des moyens honnêtes... ou sournois ?

Ont-ils reçu en donnant d'abord, comme Henry Ford, dont les chaînes de montage ont contribué à rendre les automobiles accessibles pour les gens ordinaires ? Ou bien en prenant, comme Hunter Biden, qui a utilisé son carnet d'adresses politiques pour toucher 50 000 \$ par mois de la part d'une compagnie énergétique ukrainienne ? Gagnant-gagnant ? Ou gagnant-perdant ?

Ou... ni l'un ni l'autre ?

## Science et chance

Car à présent, les charlatans s'en mêlent. Dans le magazine *Scientific American*, Bruce Boghosian, professeur de mathématiques à l'université Tufts, affirme avoir élaboré un modèle simple de l'économie, basé sur des exercices similaires en physique et en science des matériaux.

Son modèle montre que les flux de capitaux tendent à s'accumuler (les riches deviennent plus riches) de manière purement chaotique et aléatoire. En d'autres termes, cela n'a rien à voir avec ce que les riches font ou pensent ; c'est de la chance pure et simple.

Selon Boghosian, l'intelligence, le travail, l'auto-discipline ou la fourberie ne représentent que 0,3% des résultats. Le reste se produit simplement... comme la collision des particules ou les éclaboussures de peinture.

« La chance joue un rôle bien plus important qu'on le reconnaît habituellement », écrit-il, « de sorte que la vertu communément attribuée à la richesse dans la société moderne – et, de la même manière, le stigmatisme dont est chargée la pauvreté – est entièrement injustifiée ».

Il a également une solution pour ce qu'il considère comme l'injustice inhérente à une économie de libre-échange : il affirme que seul un mécanisme consciemment établi pour redistribuer la richesse peut compenser cette « tendance naturelle de la richesse à s'écouler des pauvres vers les riches dans une économie de marché ».

## Un acte divin ?

Evidemment, si la distribution de richesse était vraiment un acte divin, l'idée d'« injustice » ne serait pas franchement appropriée. L'hydrogène et l'oxygène se combinent pour former de l'eau ; l'hélium doit-il se sentir rejeté ? L'Amazonie reçoit plus de pluie que le Sahara ; le désert doit-il exiger une redistribution ?

Mais s'il était vrai que les riches deviennent toujours plus riches, les vieilles fortunes deviendraient simplement de plus en plus vieilles.

Au lieu de cela, les costumes Saville Row des vieilles fortunes s'éliminent de plus en plus... tandis que les nouveaux venus portent des jeans et des t-shirts signés de grands couturiers. La destruction créative du capitalisme détruit les vieilles fortunes et en crée de nouvelles.

Et s'il était vrai que ce que vous faites ou pensez n'importe pas (puisque la richesse est distribuée aléatoirement), vos enfants n'auraient pas besoin d'aller à l'école... et vous n'auriez pas besoin de travailler.

Un sou ne serait pas un sou... ce serait un truc tombé du ciel dans votre poche. L'avenir n'appartiendrait pas à ceux qui se lèvent tôt... ce serait donc grasse matinée pour tout le monde.

## Un terrifiant accès de bon sens

« Ils gagnent de l'argent en dormant » : c'est ainsi que François Mitterrand décrivait les capitalistes. Il n'avait pas tout à fait tort. Mais pendant qu'ils dorment, leur argent travaille pour eux. Et parfois, ils ont de l'aide.

Les gens qui ont acheté des actions il y a sept ans, par exemple, n'avaient aucun moyen de savoir si elles allaient grimper ou baisser. Il s'avère que leur valeur a plus ou moins doublé. Leur argent travaillait dur, n'est-ce pas ?

Pas exactement. C'est l'argent de la Réserve fédérale qui a fait le plus gros. Le QE – *quantitative easing*, assouplissement quantitatif – a injecté près de 4 000 Mds\$ supplémentaires dans les marchés. Tout cette liquidité ne pouvait que faire grimper les prix des actions et des obligations.

Ensuite, cinq ans plus tard, les gouverneurs de la Fed ont été victimes d'un soudain et terrifiant accès de bon sens. Ils ont décidé qu'ils feraient mieux de revenir à des taux et une politique monétaire « normaux ». Ils ont donc commencé à laisser mûrir et expirer les obligations acquises lors du QE – une opération appelée QT, *quantitative tightening*, resserrement quantitatif.

Telle est la politique dont Donald Trump continue de se plaindre. Au lieu d'augmenter la masse monétaire, ils la réduisaient. Cela signifiait qu'au lieu de faire grimper les marchés actions et obligataires, ils laissaient les liquidités s'évacuer.

## Un camion de bière

Nous en avons subi les effets l'an dernier à la même époque. Les marchés ont chuté... et un « pivot » paniqué s'est produit en décembre 2018. A partir de là, la Fed a abandonné toute idée d'en revenir à des politiques « normales ».

Depuis, elle s'est remise à réduire les taux plutôt que les augmenter – et à remplir les verres des ivrognes au bar plutôt que les vider. L'économiste Richard Duncan nous en dit plus :

*« Entre le 28 août et le 6 novembre [de cette année], la Fed a créé 280 Mds\$ et les a injectés dans les marchés financiers grâce à une combinaison d'accords de rachats [repo] et d'assouplissement quantitatif. Par ailleurs, la Fed a annoncé qu'elle continuerait à créer 60 Mds\$ par mois au moins jusqu'au deuxième trimestre de l'année prochaine. »*

Ainsi, en quelques mois seulement, la Fed est passée de la destruction de 50 Mds\$ par mois grâce au resserrement quantitatif à la création de 60 Mds\$ par mois grâce à un nouveau round d'assouplissement quantitatif, le QE4.

Cela a bien entendu fait grimper les marchés boursiers... et rendu les riches encore plus riches. C'est comme si vous vendiez le contenu de votre maison... et qu'un employé gouvernemental venait faire monter les enchères. Vous pourriez obtenir le double de ce que vous attendiez. De la chance ? Oui. Un accident ? Pas exactement.

Tout de même, pourquoi en vouloir aux riches ? Le système est corrompu... mais ce n'est pas forcément le cas de ses bénéficiaires. Ils étaient principalement innocents... comme des badauds tombant sur un camion de bière renversé, plutôt que comme le bandit ayant braqué le camionneur.

Enfin, quelques-uns parmi eux découvrent comment remettre le camion de bière sur la route : ce sont eux, s'ils ont de la chance, qui deviennent les plus riches de tous.